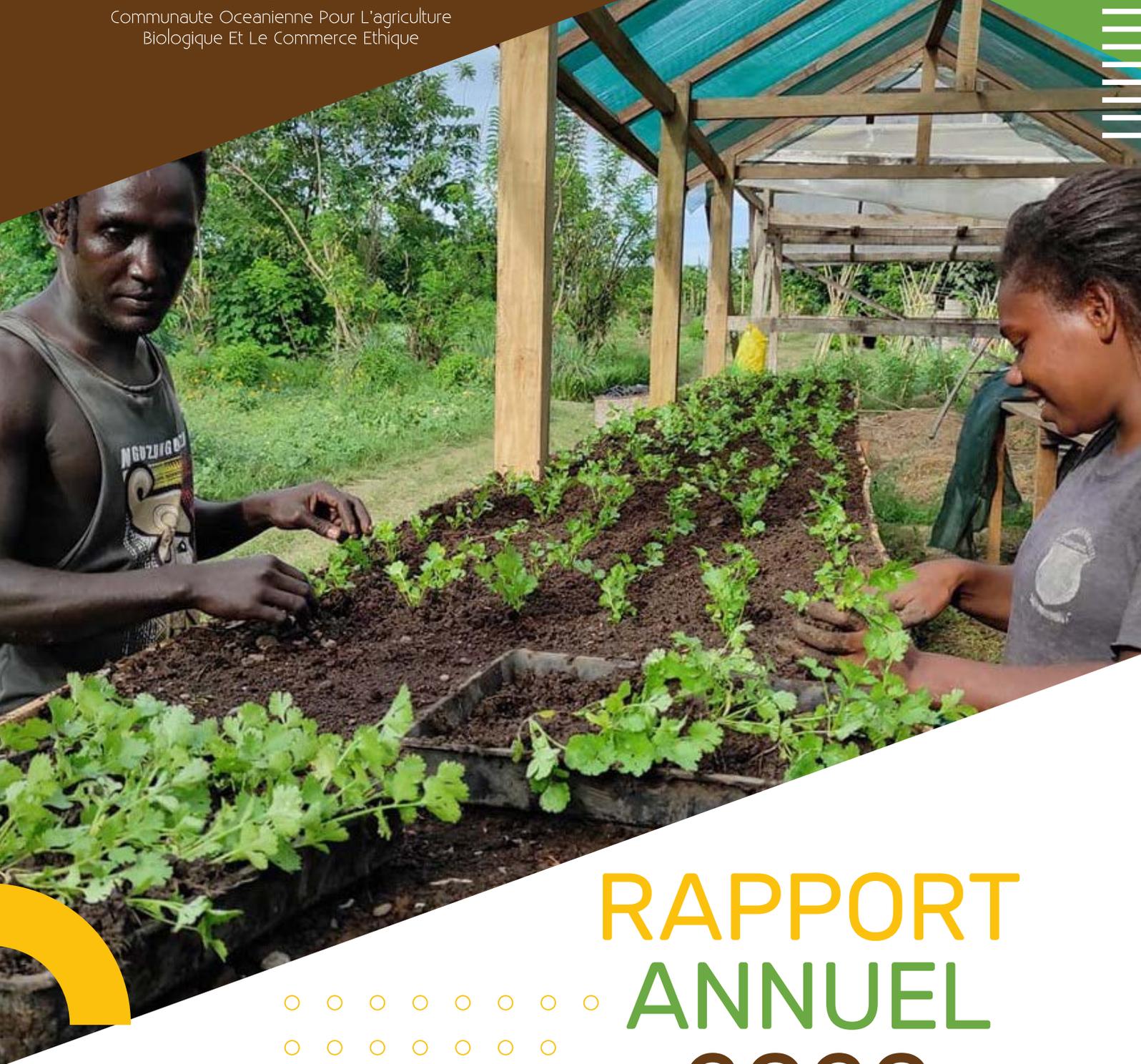




Communauté Océanienne Pour L'agriculture
Biologique Et Le Commerce Ethique



RAPPORT ANNUEL 2020

Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) de la Communauté du Pacifique (CPS) avec le concours du projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP)



RAPPORT ANNUEL 2020

Communauté océanienne pour l'agriculture biologique
et le commerce éthique (POETCom) de la Communauté
du Pacifique (CPS) avec le concours du projet pour la
prospérité des femmes productrices et transformatrices
et des entreprises dirigées par des femmes au travers des
chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP)



Suva, Fidji, 2021



© Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) 2021

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La POETCom autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la POETCom et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la POETCom sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Préparé pour publication à l'antenne régionale de la CPS à Suva, Private Mail Bag, Suva, Fidji, 2021
www.spc.int | spc@spc.int

Imprimé par Quality Print Suva, Fidji





TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et définitions	iv
Remerciements	v
Message du Président du Conseil de la Poetcom	vi
Message de la Directrice de la Division ressources terrestres de la CPS	vii
Message du Coordonnateur de la POETCom	viii
Qui sommes-nous ?	1
Notre vision.....	1
Nos valeurs.....	1
Nos membres	2
Temps forts de l'année 2020	4
Nos partenariats	6
Partenaires du développement.....	6
Politiques relatives à l'agriculture biologique.....	6
Domaines d'impact	7
Principales manifestations organisées en 2020	11
Enquête de la POETCom sur la COVID-19.....	12
Atelier à mi-année et atelier annuel de réflexion, d'apprentissage et de planification de la POETCom.....	12
Activités des projets.....	12
Projets	13
Projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP).....	14
Intégration de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes dans la planification et les programmes en faveur d'une agriculture résiliente face au changement climatique dans les pays océaniques.....	23
Priorités stratégiques des partenariats public-privé en matière d'agriculture biologique dans le Pacifique.....	28
Markets for Change (M4C).....	32
Témoignages de changement	35
COVID-19 : À quelque chose malheur est bon – Renforcement des partenariats et mise en relation des chaînes de valeur locales.....	36
Un exploitant abandonne l'agriculture conventionnelle pour l'agriculture biologique et en retire bien plus que des bénéfices financiers.....	39
Situation financière	41



ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

- ACIAR** Centre australien pour la recherche agricole internationale
- BPWP** Projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques
- CPS** Communauté du Pacifique
- DFAT** Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce
- FAO** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- IFOAM** Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique
- INOFO** Réseau intercontinental des organisations d'agriculteurs biologiques
- LRD** Division ressources terrestres
- MIOFA** Association des agriculteurs biologiques des Îles Marshall
- NOAB** Norme océanienne d'agriculture biologique
- ODD** Objectif de développement durable
- ONG** Organisation non gouvernementale
- ONU Femmes** Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- PIFON** Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique
- POETCom** Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique
- POGA** Association des producteurs biologiques de Palau
- SPG** Système participatif de garantie (mécanisme de certification biologique reposant sur un modèle d'évaluation par les pairs)

REMERCIEMENTS

Le présent rapport annuel 2020 a été publié au nom de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) par la Communauté du Pacifique (CPS), avec le concours du projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP), financé par le Gouvernement australien et mis en œuvre par la CPS.

Le Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes (PROTEGE) a financé la traduction de ce rapport en français au travers du 11^e Fonds européen de développement régional pour les Pays et territoires d'Outre-mer du Pacifique. La traduction de cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de la POETCom et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

La POETCom remercie de leur soutien la Communauté du Pacifique, le Gouvernement australien, au travers du ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) et du Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Centre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le Pacifique (Fidji).



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA POETCOM



Depuis Vanuatu où je me trouve, je salue tous les adhérents et parties prenantes de la POETCom qui prennent connaissance de ce rapport. J'ai rejoint le mouvement biologique en 2004, et je suis membre de la POETCom depuis sa création en 2012. Je siége au Conseil depuis 2012, et j'en ai assuré la présidence de 2014 à 2017. Ce fut un honneur pour moi que d'être à nouveau désigné président en octobre 2020. Les effectifs de la POETCom ayant augmenté, nous devons impérativement disposer d'un mécanisme de supervision de la gouvernance efficace, garant du bon fonctionnement du secrétariat.

L'année 2020 a été marquée par la pandémie mondiale de COVID-19, dont les effets se feront encore sentir bien après que toute la population a été vaccinée, et restera à jamais gravée dans nos mémoires. Tous ceux qui ont subi la crise de plein fouet resteront éternellement reconnaissants envers les scientifiques et les médecins qui ont déployé des efforts surhumains pour comprendre et combattre la maladie. La crise aura été l'occasion de prendre conscience de la vulnérabilité des systèmes alimentaires mondiaux et des risques qui menacent notre survie. Les pratiques agroindustrielles conduisent à la disparition des habitats naturels et engendrent des pressions environnementales propices à la propagation de virus comme celui de la COVID-19. Il est temps pour les décideurs du monde entier d'en prendre acte et d'engager des changements en faveur de systèmes alimentaires durables et résilients.

Dans le Pacifique comme ailleurs, la COVID-19 a été le facteur déclenchant du débat autour de ces questions, et il y a tout lieu de s'en féliciter. Jamais, au cours des 18 années que j'ai consacrées au mouvement biologique en Océanie, je n'ai vu un tel intérêt pour les systèmes alimentaires durables et les pratiques agricoles traditionnelles. L'agriculture biologique ne cesse de gagner du terrain dans le Pacifique, et le secteur est en plein essor.

D'après le rapport mondial sur l'agriculture biologique de 2021, publié en février 2021 par la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM) – Organics International à partir de données recueillies en 2020, l'agriculture biologique continue de progresser dans tout le Pacifique. Le nombre de Systèmes participatifs de garantie (SPG) supervisés par la POETCom et d'agriculteurs biologiques et les superficies cultivées en bio ont fortement augmenté en 2020, et la gamme des produits bio ne cesse de se diversifier.

À Vanuatu, les surfaces agricoles cultivées en bio continuent d'augmenter (de 4,5 % par an), et représentent au total plus de 8 000 hectares. Les SPG du pays regroupent plus de 1 200 producteurs. La vanille, le gingembre, la noix de coco, le cacao, le café et la viande de bœuf demeurent les produits phares de la production biologique, sur le marché intérieur comme à l'exportation, et la forte progression des volumes de production d'huile vierge de coco tire les prix à la ferme vers le haut. De plus, la politique nationale de Vanuatu pour l'agriculture biologique, adoptée en 2019, a été renforcée en 2020, avec l'adoption d'un plan d'action pour 2021 et au-delà, dans le cadre du projet relatif aux priorités stratégiques des partenariats public-privé en matière d'agriculture biologique dans le Pacifique, financé par l'ACIAR.

Aujourd'hui, le monde commence à entrevoir le bout du tunnel, et je suis plein d'espoir. Les citoyens du monde entier se demandent ce qui a pu conduire à une telle situation, et comment éviter de telles catastrophes à l'avenir. Nous avons une réponse à leurs questions. Des solutions existent. Le Conseil continuera d'œuvrer aux côtés de l'équipe POETCom pour promouvoir la vision, la mission et les valeurs de la POETCom et encourager les pays à abandonner les pratiques agroindustrielles dangereuses et destructrices, au profit de modes de production biologique durables, respectueux de nos cultures et adaptés aux besoins de nos communautés, et propres à améliorer les moyens d'existence des agriculteurs, la santé des populations et l'environnement dans le Pacifique.

Nambo Moses
Président du Conseil de la POETCom

MESSAGE DE LA DIRECTRICE DE LA DIVISION RESSOURCES TERRESTRES DE LA CPS



Je tiens à remercier mon prédécesseur, M. Jan Helsen, qui s'est brillamment acquitté de ses fonctions de 2016 à octobre 2020. Durant son mandat, Jan a effectué un travail remarquable, en restructurant la Division ressources terrestres (LRD) pour en améliorer l'efficacité, tout en préservant le plus haut niveau d'intégrité possible. Il va maintenant consacrer son énergie à d'autres projets sous d'autres latitudes, et la Division LRD, la CPS et la POETCom lui souhaitent plein succès.

C'est un honneur et une immense satisfaction que d'avoir été nommée à la tête de la Division LRD, à laquelle est rattachée la POETCom, si chère à mon cœur. L'année écoulée a été difficile. La Division LRD a dû s'adapter à la « nouvelle normalité », en plaçant au cœur de ses priorités les systèmes alimentaires et la durabilité, l'atténuation des effets du changement climatique et les droits de la personne. Dans le même temps, j'ai le privilège de pouvoir continuer à travailler au développement de l'agriculture biologique en ma qualité de vice-présidente de l'IFOAM – Organics International.

Notre action en faveur de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays membres de la CPS par la gestion et le développement durables des ressources terrestres, agricoles et forestières est vitale dans le contexte du relèvement post-COVID-19, tout comme le renforcement des systèmes environnementaux et alimentaires des pays insulaires océaniques, qui permettra de réduire l'impact des grands bouleversements à venir. C'est pourquoi j'encourage la Division LRD et la POETCom à faire preuve d'audace, de créativité et d'inventivité, à prendre des risques et à sortir de leur zone de confort.

Il nous faut aussi élargir le débat sur la durabilité à la question de la régénération de l'environnement et des écosystèmes, domaine dans lequel il y a beaucoup à faire.

En mai, alors que l'état de la COVID-19 se resserrait sur nos communautés et nos familles, la POETCom a lancé une enquête afin de mieux cerner les effets de la crise sanitaire sur ses membres, ses sympathisants et ses partenaires. L'enquête a débouché sur une série de recommandations relatives aux interventions à engager à court terme pour faire face à la pandémie et en atténuer les effets. Les plus importantes ont été intégrées au Plan stratégique 2020-2025 de la POETCom.

Au total, 51 % de nos membres et 49 % des autres parties prenantes ont répondu à l'enquête, dont les conclusions ont confirmé nos prévisions : perturbations des marchés et des chaînes d'approvisionnement, chômage et perte de revenus, organisation complexe du temps de travail en raison de la fermeture des établissements scolaires. Mais l'enquête a également mis en évidence la capacité d'innovation, de créativité, d'entraide et de générosité dont les membres de la POETCom ont fait preuve en réorientant immédiatement leur production, jusqu'alors destinée au secteur du tourisme, vers le marché intérieur, en élaborant des produits à valeur ajoutée à partir de denrées périssables et en donnant bien souvent le fruit de leur labeur à des voisins et des communautés dans le besoin. L'enquête a également confirmé que les systèmes alimentaires biologiques, qui reposent sur une approche globale respectueuse du cycle des nutriments et affranchie de toute dépendance à l'égard d'intrants importés, sont beaucoup plus résilients face aux perturbations. Aussi dramatique qu'elle soit, cette pandémie aura au moins permis aux organisations régionales et nationales et aux partenaires du développement de prendre conscience du rôle de l'agriculture biologique en tant qu'outil de développement et de préparation aux situations d'urgence.

Si j'encourage l'équipe LRD à faire preuve de créativité, je ne manque pas d'insister aussi sur l'importance de l'intégration de la collaboration. Pour l'équipe de la POETCom, il s'agit non seulement de partager les connaissances et les ressources disponibles en matière de bonnes pratiques régénératrices avec l'ensemble des membres, mais aussi de chercher les moyens d'intégrer pleinement le principe de la résilience de l'agriculture traditionnelle et biologique à nos projets, nos formations et nos publications.

Karen Mapusua

Directrice de la Division ressources terrestres (CPS)

MESSAGE DU COORDONNATEUR DE LA POETCOM

« Le destin distribue les cartes, mais c'est à nous de jouer la partie. » – Wally Lamb



L'année dernière les sept membres de l'équipe POETCom ont pu enfin, et pour la première fois, se consacrer pleinement à leur tâche. Les cartes ont été rebattues à plusieurs reprises, mais nous avons gardé le cap et réorienté nos efforts vers l'élaboration de modalités de mise en œuvre innovantes, en mettant tout en œuvre pour préserver la qualité de nos services.

Le présent rapport témoigne du sens de l'engagement et de la créativité de cette équipe talentueuse, mais aussi de la passion et de la détermination qui animent la famille POETCom. Notre réseau de membres, de sympathisants, d'amis et d'adhérents fait la force de la POETCom. Début 2020, le confinement mondial nous a tous plongés dans le désarroi, l'appréhension, la peur et parfois la colère face à l'absence de réponse aux questions que nous nous posions. L'équipe de la POETCom s'est alors tournée vers ses membres pour leur demander de suivre à sa place l'évolution de la situation dans la région et d'assurer sur le terrain la poursuite des projets POETCom. Tous se sont brillamment acquittés de cette mission. L'enquête sur la composition de la POETCom, le nouveau Plan stratégique de la POETCom, les résultats de nos projets, l'élaboration de politiques nationales sur l'agriculture biologique, les formations et l'assistance technique et l'intégration des pratiques biologiques et des questions de genre aux activités de la division LRD et de la CPS, tous niveaux confondus, figurent parmi les points saillants évoqués dans ce rapport. Les réalisations à notre actif ne doivent pas nous faire perdre de vue les profonds bouleversements et les dommages considérables que la pandémie de COVID-19 a entraînés dans le monde, en particulier dans les communautés défavorisées, y compris en Océanie.

Selon le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), les répercussions socioéconomiques mondiales de la COVID-19 ont réduit à néant des années de progrès et de développement et ont contraint la région du Pacifique à définir des approches intégrées et innovantes pour préserver l'activité économique en l'adaptant à la nouvelle normalité. La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) estime que près de 100 millions de personnes sont retombées dans l'extrême pauvreté dans la région, et que tous les progrès accomplis pendant des années aux fins de l'Objectif de développement durable (ODD) 1 des Nations Unies, « Pas de pauvreté », s'en sont trouvés anéantis.

Si l'ampleur de la crise n'a pas encore été pleinement mesurée, plusieurs rapports font état d'un recul considérable dans la réalisation de : l'ODD 2 : « Faim zéro » ; l'ODD 5 : Égalité entre les sexes ; l'ODD 8 : Travail décent ; l'ODD 12 : Consommation et production responsables ; l'ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques ; l'ODD 14 : Vie aquatique ; et l'ODD 15 : Vie terrestre. L'agriculture biologique et le développement durable, qui sont au cœur de la mission, de la vision et des valeurs de la POETCom, peuvent contribuer à améliorer la situation dans tous ces domaines.

S'il est trop tôt pour dire ce que sera la « nouvelle normalité » ou la « nouvelle tradition » post-COVID-19, il est clair qu'il y aura des perspectives à saisir et des défis à relever. Nous attendons avec impatience les avancées de la vaccination, la réouverture des frontières, la transition vers la nouvelle tradition à inventer et le retour aux échanges en face à face, qui sont si importants dans la culture océanienne, et sont souvent le seul moyen d'entendre tous les points de vue, et de comprendre ce qui se passe dans nos champs et dans nos sols. Qu'elles révèlent des divergences ou aboutissent à un consensus, ces interactions favorisent la cohésion de la communauté biologique qui nous rassemble tous et nous apporte tant.

Jim Pierce
Coordonnateur de la POETCom

QUI SOMMES-NOUS ?

La Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) est l'organe de référence du mouvement bio en Océanie. La Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) est une organisation associative sans but lucratif, hébergée par la Communauté du Pacifique (CPS). La POETCom compte parmi ses membres des représentants d'États et de Territoires insulaires océaniens. Elle fédère des organismes de soutien aux agriculteurs, des organisations non gouvernementales (ONG), des acteurs privés et des instituts de recherche.

Nous travaillons main dans la main avec les populations et la nature afin de mener à bien le développement de l'agriculture biologique en Océanie. Au service du développement durable, l'agriculture biologique touche des aspects fondamentaux des Objectifs de développement durable (ODD) – ODD 1 : Pas de pauvreté ; ODD 2 : Faim « zéro » ; ODD 5 : Égalité entre les sexes ; ODD 3 : Santé et bien-être ; ODD 6 : Eau propre et assainissement ; ODD 12 : Consommation et production responsables ; ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ; et ODD 15 : Vie terrestre. Grâce à nos partenariats et à un engagement sans faille, nous contribuons au partage de l'information, à la coordination et au renforcement des réseaux, ainsi qu'au développement des capacités, dans le but de consolider la filière biologique dans la région.

Nous avons pu mettre en place un système de certification régional, dans l'objectif de soutenir le développement du mouvement de l'agriculture biologique et du commerce éthique, et de contribuer à faire de l'Océanie une région productive, résiliente, viable et en pleine santé.

NOTRE VISION

L'agriculture biologique et le commerce éthique sont des conditions sine qua non pour pérenniser nos cultures et nos communautés, et améliorer les moyens d'existence des agriculteurs, la santé des populations et l'environnement dans le Pacifique.

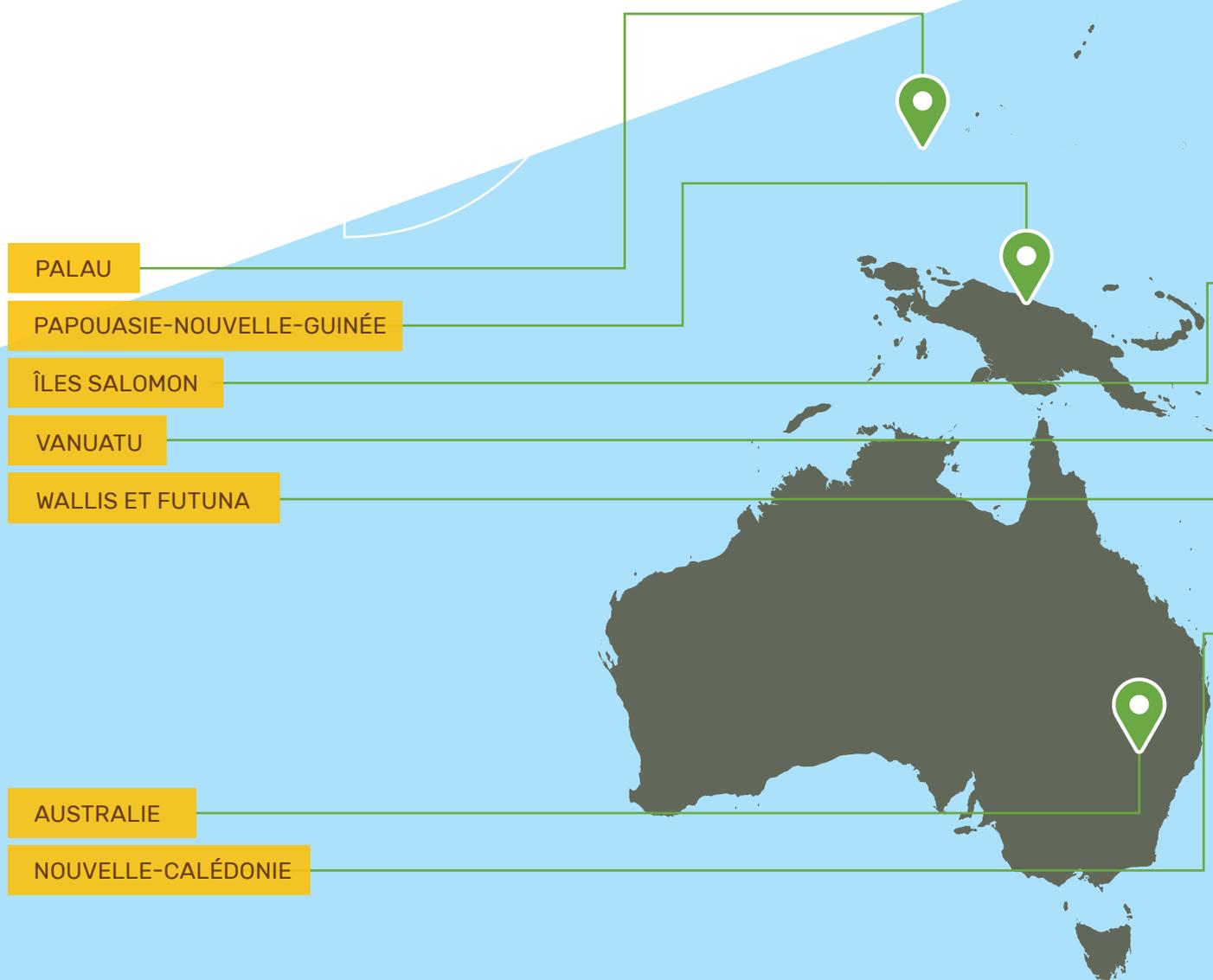
NOS VALEURS

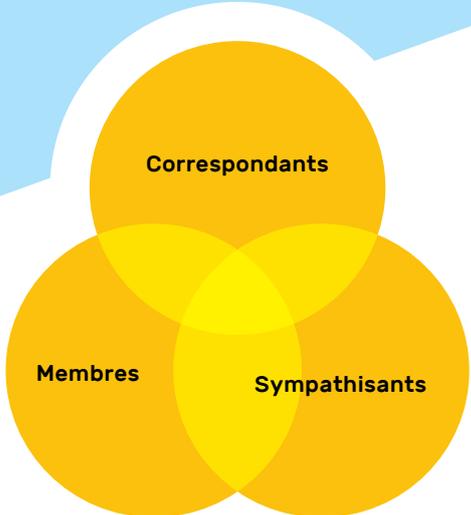
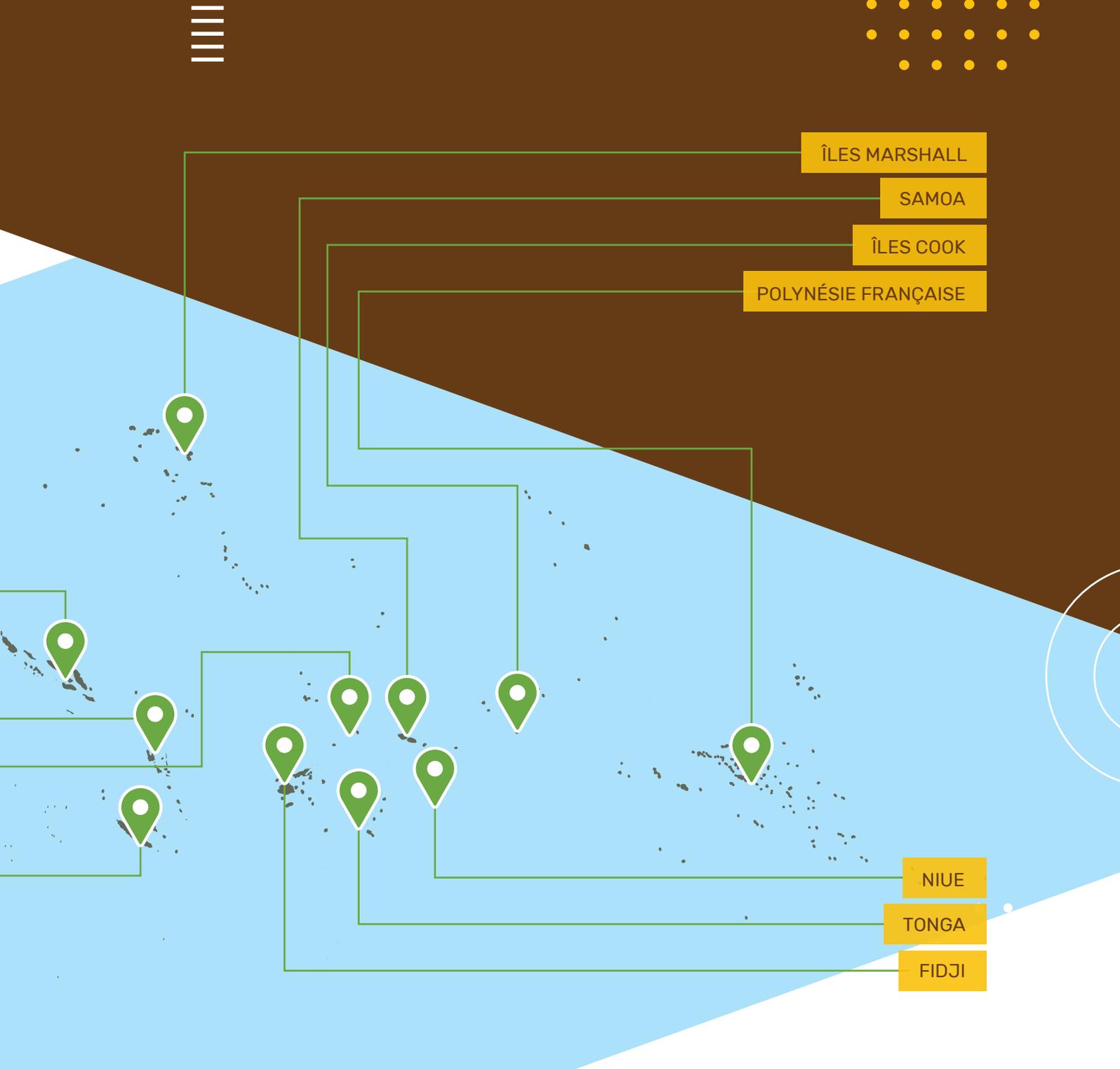
Nous fondons toutes nos interactions avec les parties prenantes, nos collègues et l'ensemble de la communauté sur les valeurs suivantes :

- Nous nous engageons à respecter profondément toutes les créatures de notre planète vert et bleu, et à protéger leur bien-être naturel. Nous nous développons en cultivant cet esprit d'équilibre.
- Nous nous engageons à préparer nos populations afin qu'elles parviennent à surmonter les obstacles posés par le changement climatique, à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à mettre en valeur une biodiversité adaptée.
- Nous fondons notre action sur la connaissance des modes décisionnels propres à la région du Pacifique et tenons compte des valeurs, des traditions et des cultures océaniques.
- Nous voulons garantir un accès égal pour tous, indépendamment du sexe, de l'âge et du pays ou de la sous-région d'origine des personnes, et défendons les principes d'équité, de justice et d'association.
- Nous reconnaissons la contribution des femmes et des jeunes à la productivité du secteur agricole et à un développement durable et fructueux de l'agriculture biologique.
- Nous reconnaissons la nécessité d'appuyer et d'améliorer la qualité de vie des populations – nous accordons une attention particulière à ceux qui travaillent la terre, aux générations à venir et au respect de la terre et de l'environnement de façon plus générale.
- Nous nous engageons à créer des réseaux, à avoir une action positive, à communiquer et à favoriser une plus grande autonomie.
- Nous nous engageons à respecter les principes de l'agriculture biologique et les approches intégrées que ce mode de production sous-tend.
- Nous nous engageons à bâtir une communauté océanienne plus solidaire – en travaillant ensemble sur la base des traditions d'autrefois et des rapports avec la terre – pour concrétiser notre vision.
- Nous nous engageons à respecter les principes de bonne gouvernance, ainsi qu'à défendre et à promouvoir l'égalité de genre et les droits de la personne, en nous assurant que les besoins des groupes les plus vulnérables au sein de nos sociétés sont au cœur du travail que nous menons.

NOS MEMBRES

Les membres de la POETCom sont répartis dans 13 États et Territoires insulaires océaniques. En 2020, la POETCom a mené des activités aux Fidji, à Kiribati, à Palau, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon et à Vanuatu dans le cadre de quatre projets, en investissant en priorité dans le développement de l'agriculture biologique, l'autonomisation des jeunes et des femmes, et la mise au point de produits générateurs de revenus.





Adhérents de la POETCom - 55 membres dans 13 États et Territoires insulaires océaniques et un pays métropolitain

- 11 correspondants dans 11 États ou Territoires (Îles Cook, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Niue, Palau, Îles Marshall, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna)
- 7 sympathisants dans 5 États ou Territoires (Australie, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Vanuatu)
- 37 membres dans 10 États et Territoires (Australie, Fidji, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu)

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2020



409,717.24 hectares (ha)
certifiés dans huit pays insulaires océaniques



399, 945.33 ha
certifiés par une tierce partie



9771.91 ha
certifiés par un SPG



11 groupes SPG opérationnels
dans six pays insulaires océaniques
(Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Samoa, Vanuatu)



5 groupes SPG en cours de création
(Kiribati, Îles Salomon, Palau)



71 licenciés certifiés par une tierce partie
dans neuf pays insulaires océaniques
(Fidji, Niue, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu)



887
nouveaux agriculteurs certifiés par un SPG

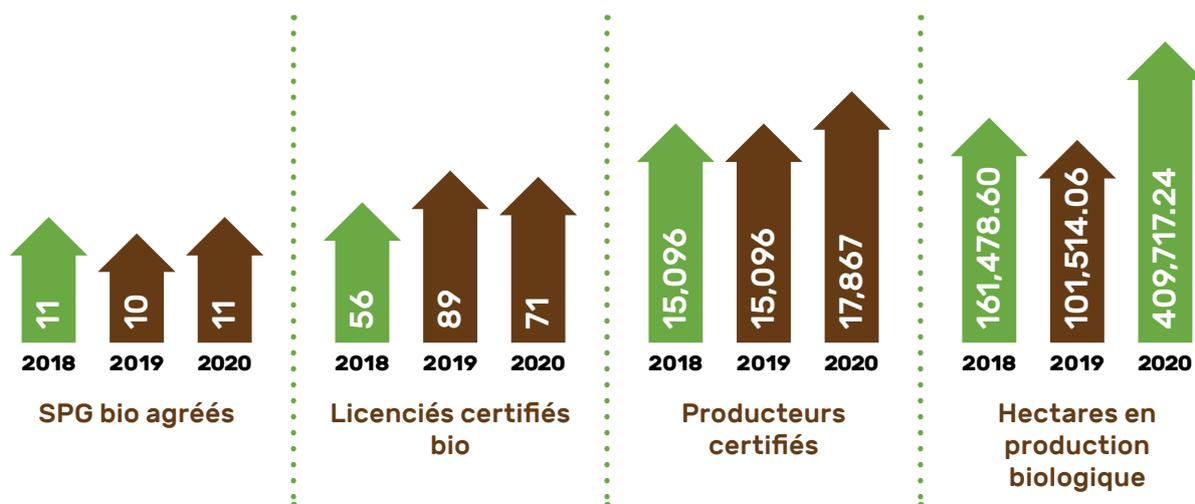


16,980
nouveaux agriculteurs certifiés par une tierce partie



38 personnes
dont des représentants des pouvoirs publics, des organisations agricoles et des communautés formées au Système participatif de garantie pour la production agricole aux Fidji et à Palau. La POETCom dispense des formations au SPG aux agriculteurs membres sur demande.

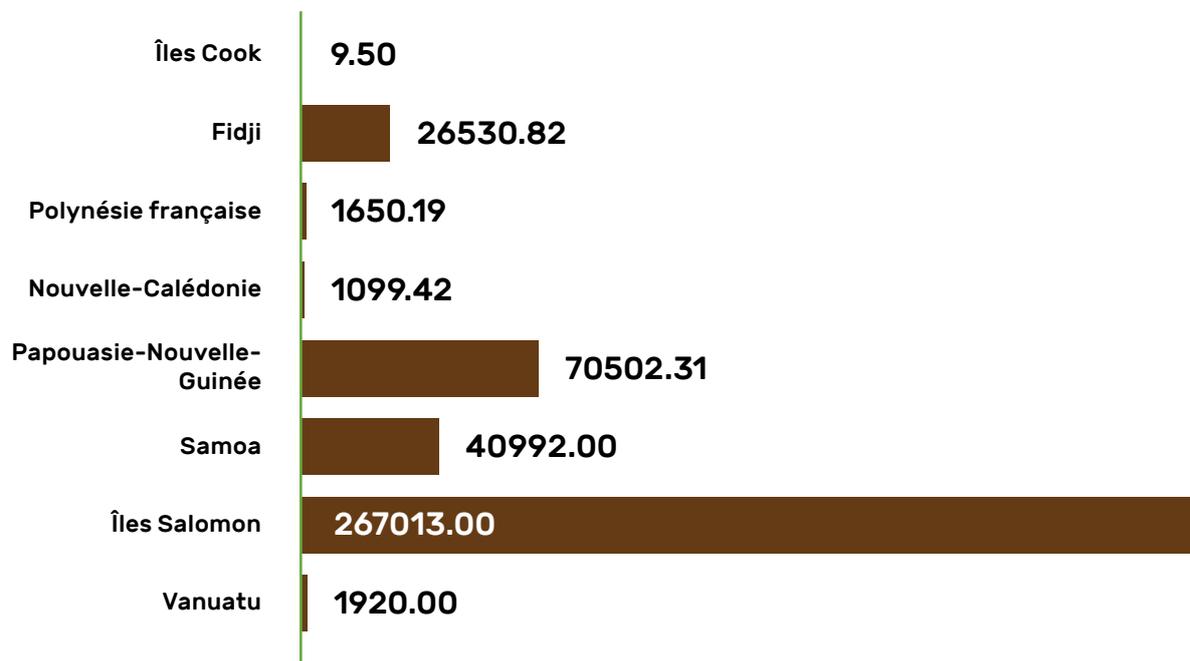
* LE BIO DANS LE PACIFIQUE EN QUELQUES CHIFFRES



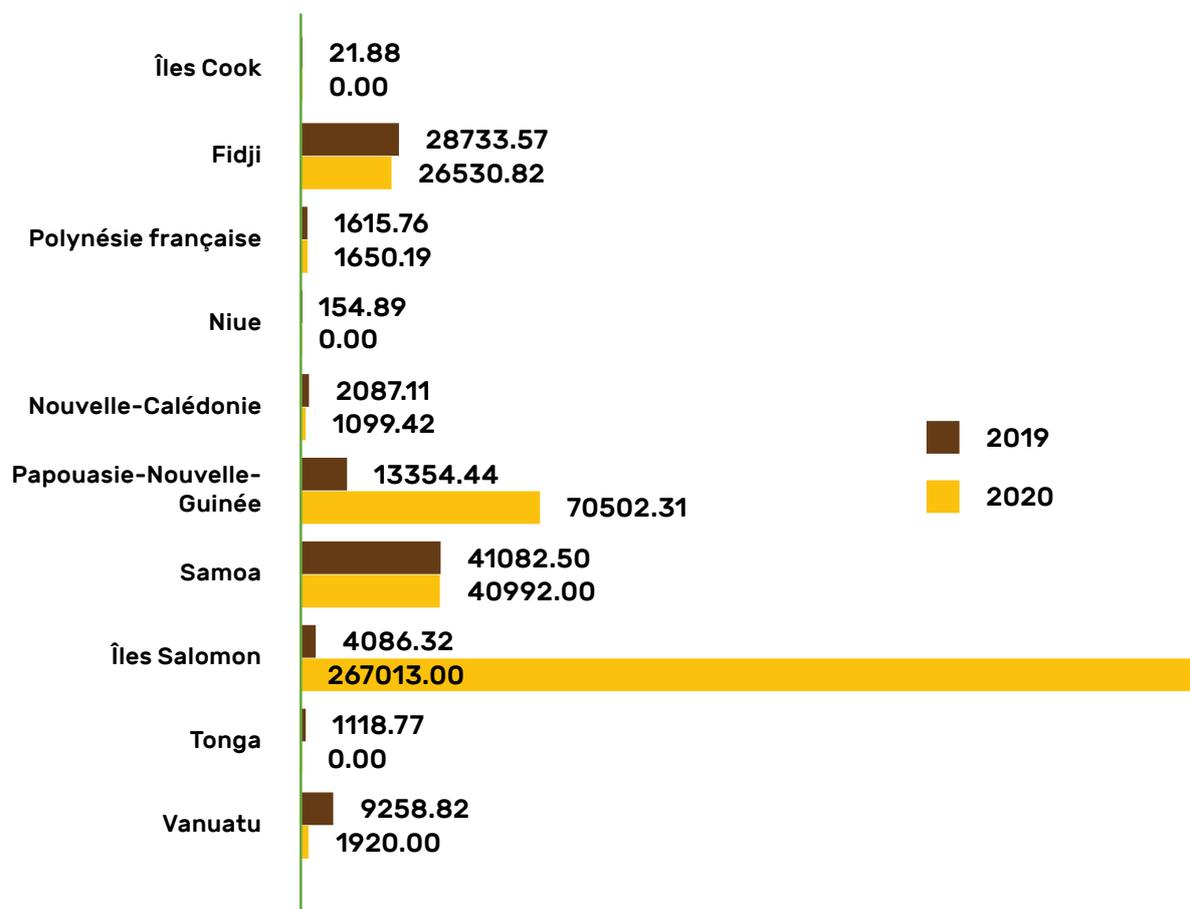
Données fournies par les organismes certificateurs homologués et tirées des rapports SPG de la POETCom

* Données fournies par 8 des 11 groupes SPG du Pacifique.

Superficie totale des terres certifiées bio (en ha), 2020



Nombre d'hectares certifiés en 2020 par rapport à 2019





NOS PARTENARIATS

PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT

La POETCom bénéficie du généreux concours du DFAT, par le biais du projet BPWP, sous la forme d'un appui aux services essentiels et de financements en faveur de la mise en œuvre de projets à Palau, aux Îles Marshall, à Kiribati et aux États fédérés de Micronésie (Pohnpei). La POETCom reçoit également l'aide d'autres partenaires du développement, parmi lesquels : la FAO – activités d'évaluation et approche des chaînes de valeur centrée sur l'humain ; le PNUD – élaboration de politiques nationales relatives à l'agriculture biologique et formulation du Plan stratégique de la POETCom 2021–2025 ; et l'ACIAR – projet relatif aux priorités stratégiques des partenariats public-privé en matière d'agriculture biologique dans le Pacifique.

Au fil des ans, y compris pendant la pandémie de COVID-19, la POETCom a montré qu'elle était une partenaire fiable, de par sa connaissance approfondie de la région, son vaste réseau d'adhérents dans les pays et sa capacité à mener des activités de qualité malgré les difficultés rencontrées.

POLITIQUES RELATIVES À L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Les Fidji et les Îles Salomon ont adopté des politiques nationales d'agriculture biologique.

DOMAINES D'IMPACT



Notre priorité est la promotion de l'agriculture biologique. À cette fin, nous investissons dans le renforcement des capacités dans les quatre domaines suivants :



CULTURE DU BIO

Faire entrer l'agriculture biologique dans les mœurs et la faire reconnaître et adopter comme moyen efficace de relever nombre des défis posés à la région.

La généralisation, la reconnaissance et l'adoption de l'agriculture biologique peuvent permettre de relever nombre des défis posés à la région. Nous informons la population grâce à des activités de sensibilisation, des stratégies et des produits de communication, ainsi qu'à des échanges au niveau régional, national et local, en soulignant les avantages de l'agriculture biologique pour relever les défis et résoudre les difficultés rencontrées à l'échelon régional en matière d'emploi des jeunes, d'égalité de genre, de changement climatique, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de gestion durable des ressources naturelles.



PRODUCTION ET ENVIRONNEMENT

Faire en sorte que la production biologique réponde aux exigences des marchés et assure la sécurité alimentaire et nutritionnelle des Océaniens.

Nous promovons la production d'aliments bio pour apporter une source de nourriture exempte de produits chimiques nocifs. Les aliments doivent être conformes à la demande du marché et aux normes, tout en satisfaisant les besoins des Océaniens en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour encourager la production bio, nous dispensons une formation aux agriculteurs et apportons notre soutien technique lors de la mise en œuvre du Système participatif de garantie (SPG) en vue de la certification bio, l'objectif étant de proposer un système alternatif de certification par une tierce partie. Avec nos partenaires, nous développons des banques de connaissances reprenant des informations que tous les agriculteurs peuvent utiliser.

MARCHÉS



FERME

CHAÎNES DE VALEUR

Développer et renforcer les chaînes de valeur des produits biologiques destinés au marché intérieur et à l'exportation, et élargir ainsi les débouchés économiques des producteurs du Pacifique.

Le développement et le renforcement des chaînes de valeur des produits biologiques destinés au marché intérieur et à l'exportation offriront des débouchés économiques aux Océaniens. Nous aidons les communautés à élaborer une certification bio par SPG reposant sur la Norme océanienne d'agriculture biologique (NOAB) afin d'apporter la garantie que les aliments sont produits conformément aux normes sociales et environnementales souhaitées, et dans le respect du bien-être des animaux. Lorsqu'ils ont obtenu la certification, les producteurs peuvent utiliser le label Bio Pasifika, qui atteste que leur produit est biologique. La certification a stimulé la création de produits destinés à être commercialisés, s'inscrivant dans un système fiable de chaînes de valeur qui permet de faire profiter les communautés des retombées financières.



DURABILITÉ

Faire en sorte que la POETCom forge les partenariats et obtienne les ressources humaines, financières et institutionnelles nécessaires pour accomplir sa mission et réaliser ses buts.

Il est crucial de forger des partenariats et d'obtenir les ressources humaines, financières et institutionnelles nécessaires pour accomplir notre mission et réaliser nos buts. Nos activités sont mises en œuvre conformément au plan stratégique 2021-2025 de la POETCom. Nous travaillons en étroite concertation avec nos bailleurs de fonds, sous la houlette du Conseil de la POETCom. Nous collaborons avec nos partenaires et parties prenantes pour réaliser des activités en faveur de l'agriculture biologique et optimiser leur impact. Nous concluons des alliances stratégiques pour garantir une source de financement durable pour le secrétariat.

CULTURE DU BIO

Réseaux sociaux du label Bio Pasifika

- À des fins de visibilité accrue, des infographies et des vidéos ont été publiées sur la page Facebook du label Bio Pasifika et sur le compte Twitter de la POETCom. Les réseaux sociaux sont un moyen idéal d'atteindre un public toujours plus large, vu qu'un nombre croissant d'Océaniens et d'Océaniennes les utilisent. En 2020, on a dénombré plus de 700 publications sur Facebook, notamment des partages d'autres pages sur les techniques, la certification, les produits et la recherche propres à l'agriculture biologique, des supports graphiques illustrant les activités menées par la POETCom sur le terrain et dans le cadre d'ateliers, ainsi que des infographies traitant de problématiques spécifiques, comme celles créées à l'occasion de la campagne de promotion d'une alimentation bio #IGrowYourFood, de la campagne « 16 jours de mobilisation contre les violences faites aux femmes » et de diverses journées internationales. Durant l'année, 2 315 personnes sont venues rejoindre les abonnés de la POETCom sur Facebook, et 53 sur Twitter.
- Des infographies ont été publiées sur les réseaux sociaux pour marquer la Journée internationale de la femme, la Journée internationale des peuples autochtones, la Journée mondiale de l'alimentation, la Journée internationale des femmes rurales et la Journée internationale des sols, et des actions de promotion de la campagne #IGrowYourFood ont été organisées dans le cadre de la Journée mondiale du bio (25 septembre).
- Trois numéros du bulletin Culture bio ont été diffusés en 2020 auprès de quelque 10 000 lecteurs et lectrices, par courriel et sur les réseaux sociaux.

Journée internationale de la femme

En mars, la POETCom a participé au « Pique-nique au musée » organisé par la Division droits de la personne et développement social de la CPS. Au cours de cette manifestation, qui a réuni plus de 100 personnes, Claire Slatter (universitaire féministe) et Matelita Buadromo (sportive fidjienne), ont animé conjointement un atelier gunu tea/talanoa, et les représentantes du club de rugby Striders Women ont livré leurs impressions sur les progrès accomplis et les difficultés rencontrées en matière d'égalité de genre et de promotion des droits des femmes. L'espace exposition du Musée des Fidji a permis de mettre à l'honneur les photographies d'Océaniennes d'exception, tirées de la campagne éponyme de la CPS. Des agents du Conseil des affaires iTaukei ont également participé au pique-nique et ont présenté un jeu fidjien traditionnel appelé caqe moli, pratiqué uniquement par les Fidjiennes de souche. Des dépistages du cancer et des bilans de santé étaient également proposés.

Campagne en ligne #IGrowYourFood

En septembre, la POETCom a participé à cette campagne, organisée par l'IFOAM – Organics International. La campagne #IGrowYourFood est une journée d'action mondiale visant à rendre hommage aux hommes et aux femmes qui produisent des aliments de manière durable. Les agriculteurs bio du monde entier ont été invités à parler de leur travail, de leurs difficultés et de l'aide dont ils ont besoin. L'objectif était d'inonder les réseaux sociaux de messages envoyés par des producteurs bio pendant toute la journée du 25 septembre, la Journée internationale du bio. Dans le Pacifique, six agriculteurs/organisations d'agriculteurs bio des Îles Cook, des Fidji, de Nouvelle-Calédonie, du Samoa et de Vanuatu ont répondu à l'appel. Leurs vidéos ont été diffusées sur les réseaux sociaux par le biais des comptes de la POETCom (Facebook, Twitter et YouTube) et de l'IFOAM.

Journée mondiale des droits des consommateurs

En mars, la POETCom a participé aux manifestations organisées par le Conseil des consommateurs des Fidji dans le cadre de la Journée mondiale des droits des consommateurs. Le thème retenu, « Consommer durable » a fait l'objet d'un atelier auquel la POETCom a été invitée à participer. Les débats ont porté sur la réduction du gaspillage alimentaire et la consommation de produits de fruits et légumes de saison, dont le Conseil des consommateurs des Fidji est un ardent défenseur. Le Conseil s'emploie à promouvoir la lutte contre le gaspillage alimentaire en plaidant pour une évolution des habitudes de consommation et en encourageant les jeunes consommateurs, et en particulier la génération « Z », à s'engager en faveur de modes de consommations durables et solidaires. Le Conseil a invité plusieurs intervenants à s'exprimer sur le thème « J'aime manger, je déteste le gaspillage, j'économise mon argent ». L'atelier s'est achevé sur une séance de questions-réponses pendant laquelle les membres du public ont pu s'exprimer et donner leur avis. Ces échanges ont été l'occasion de faire connaître l'action de la POETCom et le mouvement bio en Océanie, de nouer des contacts et de promouvoir diverses bonnes pratiques biologiques fondamentales.

SENSIBILISATION



SENSIBILISATION	Webinaire sur le Système participatif de garantie du Réseau intercontinental des associations d'agriculteurs biologiques (INOFO) En avril, la POETCom a participé au webinaire sur le SPG organisé par l'INOFO pour la région Asie-Pacifique. Le webinaire a offert aux groupes SPG d'Asie et du Pacifique un espace de dialogue et d'échange d'expérience. La POETCom, actrice majeure du mouvement bio et de la mise en place des SPG dans le Pacifique, a présenté les enseignements tirés de son action. Elle espère pouvoir organiser des webinaires de ce type pour les SPG du Pacifique.
	Introduction à l'agriculture biologique au Collège agricole de Navuso En août, la POETCom a été invitée à présenter aux élèves du Collège agricole de Navuso (Fidji) un bref cours d'introduction à l'agriculture biologique dans le Pacifique. Cette rencontre a donné à la POETCom une occasion idéale de faire la promotion du bio auprès des jeunes. La POETCom espère pouvoir aider le Collège agricole à mobiliser des financements lui permettant de créer des parcelles bio sur les quatre hectares que compte le domaine.
	Introduction au SPG à l'intention des producteurs de champignons En novembre, POETCom a présenté un exposé sur l'agriculture biologique dans le Pacifique, les SPG et leurs liens avec la POETCom à un groupe de myciculteurs des Fidji. Ces derniers ont manifesté un vif intérêt pour le système SPG, dans l'optique d'une collaboration avec la POETCom.
PRODUCTION ET ENVIRONNEMENT	Formation SPG (formation à l'évaluation par les pairs) Une formation à l'évaluation par les pairs des SPG a été dispensée à 38 personnes des Fidji et de Palau (parmi lesquelles des représentants des pouvoirs publics, d'associations agricoles et de communautés). Une aide a été obtenue au titre du projet BPWP aux fins de la formation et de la constitution des groupes. Depuis, certains membres ont entrepris de promouvoir le SPG en organisant leurs propres formations, avec le concours de la POETCom. Les formations sur le PGS sont organisées à la demande des agriculteurs membres.
	Évaluations des chaînes de valeur et de la perspective de genre Deux études de cas sur des chaînes de valeur ont été menées dans le cadre du projet BPWP, financé par le DFAT, et des projets FAO d'évaluation des chaînes de valeur agroalimentaires axée sur le climat et le genre : une étude sur le pandanus aux Îles Marshall et une autre sur les huîtres de palétuvier aux Fidji (mai 2020). Une analyse genrée de la chaîne de valeur du sirop de coco a été réalisée sur l'île de Rabi (Fidji) en septembre/octobre 2020. L'équipe du projet tiendra compte des enseignements tirés de cette étude dans l'analyse et la mise en place de chaînes de valeur à Kiribati au titre du projet BPWP.
DURABILITÉ	Partenariats
	Émancipation économique des femmes La POETCom a noué des partenariats avec l'Université de Nouvelle-Angleterre et l'Université de Sydney (Australie) dans le cadre d'un projet ACIAR d'évaluation de la dimension genre et de l'inclusion sociale dans le secteur de l'élevage des petits ruminants (caprins/ovins) aux Fidji et au Samoa. L'évaluation sera entreprise en 2021. La collaboration entre les divisions de la CPS a été renforcée afin de promouvoir l'échange de connaissances et la mise en œuvre d'activités constructives axées sur le genre.



PRINCIPALES MANIFESTATIONS ORGANISÉES EN 2020





ENQUÊTE DE LA POETCOM SUR LA COVID-19

Le 4 mai 2020, la POETCom a lancé une enquête visant à mieux cerner l'impact de la COVID-19 sur ses membres, ses sympathisants et ses partenaires. Les questions portaient notamment sur les moyens mis en œuvre par les membres et les parties prenantes pour faire face à la crise sanitaire. L'objectif était de recenser les stratégies d'adaptation utilisées, de repérer les carences et de définir, le cas échéant, le type d'aide nécessaire. L'enquête a débouché sur une série de recommandations relatives aux interventions à engager à court terme pour faire face à la pandémie et en atténuer les effets. Les plus importantes s'inscrivent dans le droit fil des principaux domaines d'impact qui définissent le cadre durable des interventions de la POETCOM et constituent la trame de son Plan stratégique 2020-2025 (<https://bit.ly/39m8PhA>). Les enseignements tirés de l'enquête ont également été intégrés aux activités des programmes et projets en cours ou à venir de la POETCom. La version intégrale du rapport de l'enquête est disponible sur ce lien : <https://bit.ly/3IL17n4>.

ATELIER À MI-ANNÉE ET ATELIER ANNUEL DE RÉFLEXION, D'APPRENTISSAGE ET DE PLANIFICATION DE LA POETCOM

Compte tenu de l'impact de la pandémie de COVID-19, et notamment des restrictions de voyage et des confinements, la POETCom a souhaité organiser, en juin, un atelier de réflexion et de planification à mi-année pour examiner et réviser son plan de travail 2020. En octobre, l'équipe a tenu son atelier annuel de réflexion, d'apprentissage et de planification pour faire le point des réalisations, des problèmes et des enseignements de l'année 2020 et planifier les activités de 2021. L'équipe a élaboré son projet de plan de travail 2021, en se fixant pour objectif stratégique la mise en œuvre de ses activités dans le contexte de la pandémie.

ACTIVITÉS DES PROJETS

On trouvera ci-après dans les rubriques « Activités principales » d'autres informations importantes sur les projets menés au cours de l'année.



III

PROJETS





PROJET POUR LA PROSPÉRITÉ DES FEMMES PRODUCTRICES ET TRANSFORMATRICES ET DES ENTREPRISES DIRIGÉES PAR DES FEMMES AU TRAVERS DES CHÂÎNES DE VALEUR DES PRODUITS BIOLOGIQUES (BPWP)

BAILLEUR DE FONDS : Gouvernement australien, par le truchement du ministère des Affaires étrangères et du Commerce

MONTANT : 3 884 100 dollars australiens

PAYS CIBLES : Palau, Îles Marshall, Kiribati et État de Pohnpei (États fédérés de Micronésie)

CALENDRIER DU PROJET : août 2018 – juin 2022

ÉTAT D'AVANCEMENT : en cours

La mise en œuvre de ce projet financé par le ministère a commencé en mars 2019. L'équipe est complète depuis juin 2019, et 2020 est donc la deuxième année de mise en œuvre. Le projet vise à autonomiser les femmes en soutenant leur participation aux chaînes de valeur des produits biologiques ; les résultats escomptés des investissements sont les suivants :

- Les femmes ont gagné en indépendance financière et ont plus d'influence dans la prise de décisions au sein du ménage.
- Les femmes participent de plus en plus aux chaînes de valeur des produits biologiques, y compris dans les processus décisionnels.
- Les femmes et les hommes tirent profit des chaînes de valeur des produits biologiques ; celles-ci sont viables, répondent aux besoins du marché et améliorent la sécurité alimentaire.
- La filière biologique océanienne est dotée de politiques et de pratiques garantissant davantage l'équité de genre.

Pour atteindre les résultats escomptés, il a été mené une série d'activités interdépendantes : organisation de formations à l'intention des partenaires du projet, renforcement des capacités des groupes nationaux d'agriculteurs de la filière biologique, assistance technique aux acteurs primaires et promotion de politiques et de normes réglementaires dans les pays pour favoriser l'agriculture biologique, l'égalité de genre et l'inclusion sociale.

Le projet est en cours à Palau et aux Îles Marshall, et la mise en œuvre commencera à Kiribati et dans l'État de Pohnpei (États fédérés de Micronésie) en 2021. La mise en œuvre compte trois phases :

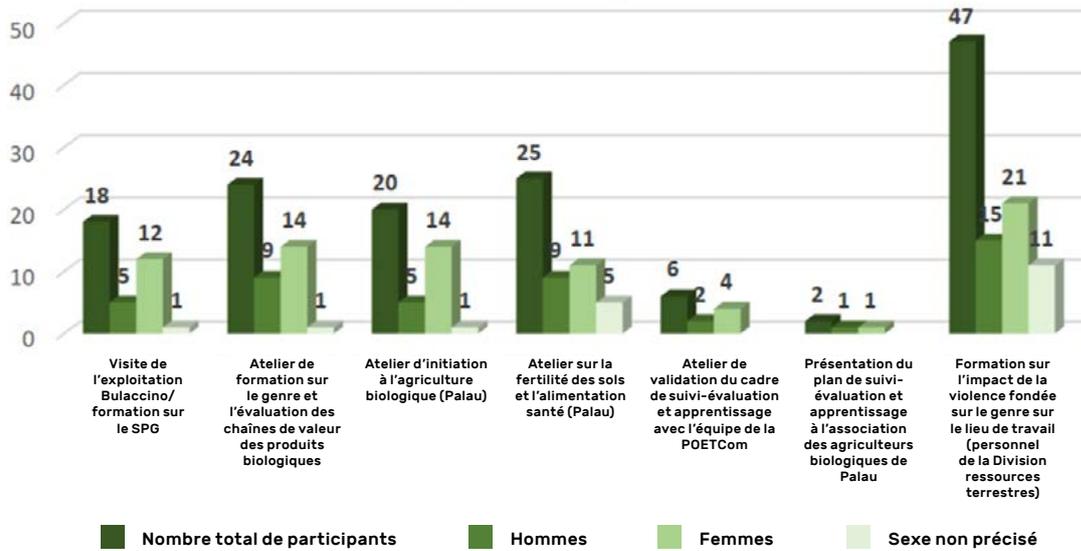
- **Phase 1** : mise en place axée sur l'élaboration des outils et des stratégies ;
- **Phase 2** : mise en œuvre primaire à Palau et aux Îles Marshall, axée sur le développement des capacités des partenaires d'exécution et des acteurs primaires ;
- **Phase 3** : mise en œuvre secondaire dans l'État micronésien de Pohnpei et à Kiribati.

Les activités du projet sont mises en œuvre par l'intermédiaire des membres de la POETCom à Palau et aux Îles Marshall – l'association des agriculteurs biologiques de Palau et l'association des agriculteurs biologiques des Îles Marshall – ainsi que des ministères nationaux concernés, tels que le bureau de l'agriculture et la division du genre du bureau du vieillissement, du handicap et du genre du ministère des Affaires communautaires et culturelles à Palau, le ministère des Ressources naturelles et du Commerce, le bureau du commerce, de l'investissement et du tourisme, et la division du genre du ministère de la Culture et des Affaires intérieures des Îles Marshall.

En 2020, le projet comptait sept activités de renforcement des capacités visant à améliorer les compétences et les connaissances en matière d'agriculture biologique et/ou d'égalité de genre.



Projet BPWP – formations et portée



ACTIVITÉS PRINCIPALES

Renforcement des capacités de la POETCom

Soutenir la prestation de services de la POETCom

L'équipe de la POETCom compte actuellement sept personnes, dont les postes sont financés par le projet BPWP : le Coordonnateur de la POETCom, la Responsable du projet BPWP, le Chargé des systèmes de vulgarisation pour l'agriculture biologique, la Conseillère en questions de genre et chaînes de valeur, la Chargée du suivi-évaluation et de l'amélioration continue, l'Adjointe administrative (finances et administration) et l'Assistante en communication. L'équipe de la POETCom, tout en travaillant à la mise en œuvre des activités du projet, joue également le rôle de secrétariat de la POETCom et met en œuvre des activités visant à promouvoir et à soutenir l'agriculture biologique et ses principes dans le Pacifique.



L'équipe du secrétariat de la POETCom en 2020.



Renforcement des capacités de l'équipe de la POETCom

Les activités de renforcement des capacités de l'équipe ont consisté en une formation technique sur le SPG pour le personnel de la POETCom, le personnel de la ferme et les membres de la Fiji Queen Organic Association, à l'exploitation agricole Bulaccino à Nadi (Fidji). Cette formation a permis aux participants d'acquérir une expérience de terrain sur les processus d'évaluation dans le cadre du SPG et les critères qu'une exploitation doit respecter pour être certifiée biologique. Ces critères et processus aident à maintenir les normes biologiques dans le Pacifique.

Le soutien financier dégagé dans le cadre du projet a permis au Chargé des systèmes de vulgarisation pour l'agriculture biologique de la POETCom de suivre les cours sur le système de gestion de la sécurité sanitaire des aliments et sur l'audit interne en la matière à l'Université nationale des Fidji. Cette formation complète le travail de développement de chaînes de valeur des produits biologiques qui incluent les installations de transformation. Un autre financement a permis à la Conseillère en questions de genre et chaînes de valeur de participer à une formation en ligne sur les solutions fondées sur les systèmes de marché pour lutter contre les effets de l'épidémie de COVID-19. Cette formation, organisée par Innovision Consulting Private Limited, a permis à l'équipe de la POETCom de se familiariser avec l'outil « business model canvas », un modèle de gestion stratégique qui permet à une entreprise de définir sa stratégie pour concrétiser sa vision, de résumer cette stratégie, de la consigner et de la présenter.



L'équipe de la POETCom pendant la formation sur le SPG à la ferme biologique Bulaccino à Nadi (Fidji).

Développement d'outils pour le projet BPWP

En 2020, il a été mis la dernière main au cadre de suivi-évaluation et apprentissage ainsi qu'au plan de communication et de sensibilisation dans le cadre du projet. Le cadre aide au suivi des activités et guide les processus d'évaluation et d'apprentissage. Quant au plan de communication, il constitue un guide sur les activités à entreprendre au titre du projet pour améliorer la visibilité et favoriser un changement de comportement positif, et il offre des outils de communication et de sensibilisation.

Intégrer l'équité de genre et l'inclusion sociale dans l'agriculture biologique

Analyse des besoins et des lacunes : le genre et l'inclusion sociale dans la stratégie, la gouvernance, les outils et les processus de la POETCom

Il est essentiel d'intégrer l'équité de genre et l'inclusion sociale dans les pratiques et les outils de la POETCom pour que les projets aient des retombées durables. La gouvernance de la POETCom doit faire l'objet d'un examen systématique et d'une révision en 2021. En préparation de cet exercice, il a été procédé, dans le cadre du projet BPWP, à une analyse des besoins et des lacunes en matière de genre et d'inclusion sociale dans la stratégie, la gouvernance, les outils et les processus de la POETCom. Les conclusions de cette analyse contribueront à garantir que l'équité de genre et l'inclusion sociale sont intégrées et adaptées dans la pratique au sein des structures révisées de la POETCom.

Boîte à outils pour l'évaluation des questions de genre et des chaînes de valeur des produits biologiques

Dans le cadre du projet, il a été mis au point en 2020 une boîte à outils d'évaluation des questions de genre et des chaînes de valeur des produits biologiques. Cette boîte à outils est conçue pour aider les différents acteurs de l'agriculture biologique – notamment les responsables de programmes et les praticiens qui travaillent dans l'agriculture biologique, ainsi que les agents chargés de la vulgarisation, les gestionnaires d'organisations d'agriculteurs et les membres de groupes participatifs de garantie – à tenir compte des questions de genre dans leur travail. Elle fournit des outils communs adaptés au contexte de l'agriculture biologique et au Pacifique et conçus pour combler les lacunes concernant les questions de genre et pour relever les défis et saisir les occasions en la matière, afin d'aider les femmes à participer aux chaînes de valeur. Elle a été testée en septembre avec des associations de groupes d'agriculteurs, des experts des questions de genre et des partenaires clés du projet, lors d'un atelier de deux jours à Suva (Fidji).

Cet atelier a permis aux participants de passer en revue la boîte à outils, et notamment de répondre à la question de savoir si elle était adaptée aux différentes communautés et chaînes de valeur. La boîte à outils comprend une activité d'une journée qui vise à la sensibilisation à l'équité de genre et à l'inclusion sociale ainsi qu'à l'obtention d'une bonne connaissance du sujet, et une activité d'une journée axée sur le développement de chaînes de valeur qui tiennent compte de l'équité de genre et de l'inclusion sociale.

L'équipe chargée du projet travaille actuellement à l'intégration des commentaires des participants dans la boîte à outils. Lorsque la version finale sera prête, une formation sera organisée à l'intention des partenaires du projet dans les différents pays pour leur apprendre à utiliser la boîte à outils pour les évaluations concernant les questions de genre et les chaînes de valeur.



Discussions de participants à l'atelier sur la boîte à outils pour l'évaluation des questions de genre et des chaînes de valeur des produits biologiques.

La chaîne de valeur du pandanus dans la région de Laura (Îles Marshall)

La Conseillère en questions de genre et chaînes de valeur a évalué la chaîne de valeur du pandanus aux Îles Marshall afin de comprendre les défis et les possibilités qui s'y présentent pour les femmes, qui en sont les principales actrices. Cette analyse s'est concentrée sur la région de Laura, idéale pour une analyse sensible au genre pour les raisons suivantes :

1. le pandanus est facilement disponible, et sa culture est ainsi une activité rurale dominante ;
2. de nombreuses femmes mènent des activités agricoles dans le secteur du pandanus ;
3. la production biologique de pandanus est possible compte tenu des pratiques agricoles écologiques et des conditions environnementales actuelles.

Les conclusions de cette analyse ont été compilées dans une brochure d'information, qui va être traduite en marshallais afin de servir dans le pays. Ce projet a été mené en partenariat avec le ministère des Ressources naturelles et du Commerce des Îles Marshall et l'association des agriculteurs biologiques des Îles Marshall.



Une agricultrice de la région de Laura, aux Îles Marshall, montre un de ses pandanus.

Promotion de l'équité de genre et de l'inclusion sociale par les manifestations de la CPS et de la Division ressources terrestres

Grâce à l'appui prêté dans le cadre du projet, la POETCom a pu participer à la manifestation organisée en mars par la CPS dans le cadre de la Journée internationale des femmes. Organisée au Musée des Fidji à Suva, cette manifestation incluait des activités de promotion du rôle essentiel des femmes dans le secteur de l'agriculture biologique. La POETCom y avait installé un stand d'information pour mettre en avant le rôle des femmes dans l'agriculture. Elle avait également organisé une campagne de sensibilisation en ligne, sur Facebook, axée sur les femmes dans l'agriculture.

Le travail de la POETCom en faveur de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes au moyen du projet BPWP a été présenté au cours de la campagne sur les femmes dans l'agriculture que la CPS a menée en juillet 2020. Cette campagne visait à inciter davantage de femmes et de jeunes filles à participer au secteur de l'agriculture, mais surtout à mettre en avant le travail accompli par les femmes dans ce secteur et à saluer leurs contributions.

Le projet a également permis la tenue d'une session d'apprentissage qui a coïncidé avec la campagne de 16 jours d'ONU-Femmes contre la violence fondée sur le genre, à laquelle ont participé des membres du personnel de la Division ressources terrestres et d'autres services de la CPS. L'exposé portait sur l'impact de la violence fondée sur le genre sur le lieu de travail. La POETCom a également plaidé contre la violence à l'égard des femmes sur ses réseaux sociaux.



Atelier de la Division ressources terrestres sur la violence domestique.

Chapitre sur les femmes dans le bulletin d'information de la POETCom

Le projet BPWP permet de défendre la place des femmes dans l'agriculture au moyen du bulletin d'information trimestriel de la POETCom, Culture Bio. Dans le contexte de ce projet, il a été décidé de consacrer aux femmes un chapitre de ce bulletin d'information, qui présente des récits de réussite, des femmes championnes et différents articles de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de l'équité de genre et de l'inclusion sociale. Il est fait la promotion de ces articles sur la page Facebook de la POETCom, Organic Pasifika.

Soutenir l'agriculture biologique

Renforcement des capacités des organisations d'agriculteurs biologiques

En mai, il a été conclu un accord avec l'association des producteurs biologiques de Palau (POGA) pour soutenir la mise en œuvre du projet BPWP à Palau. Il s'agit du premier accord auquel la POGA a consenti en tant que partenaire d'exécution d'un projet.

L'équipe chargée du projet a évalué les capacités des partenaires, dont la POGA. Cette évaluation visait à faire le point sur les capacités organisationnelles et les ressources des partenaires d'exécution tels que la POGA, en vue de gérer les activités de sensibilisation et de mise en œuvre du projet. Cela a aidé l'équipe du projet chargée du suivi-évaluation et de l'apprentissage (SEA) à cerner les besoins de la POGA et les difficultés qu'elle rencontrait, et à définir des domaines de travail conjoint pour le renforcement des capacités tout au long de la vie de l'organisation. En 2020, l'équipe du projet a consacré des efforts aux activités de renforcement des capacités présentées ci-après.

Finalisation du plan stratégique quinquennal de la POGA

Avec le soutien du projet, la POGA a mis la dernière main à son plan stratégique quinquennal (2020–2025), dont les grandes priorités sont les suivantes :

1. Améliorer l'efficacité organisationnelle (administration, gestion, financement durable, etc.).
2. Développer les activités d'information, d'éducation et de sensibilisation de la POGA afin de promouvoir l'agriculture biologique à Palau
3. Promouvoir les politiques qui soutiennent l'agriculture biologique et mettre en place des systèmes et des normes de certification biologique.

Soutien à l'établissement de rapports et élaboration du plan de suivi-évaluation et d'apprentissage pour le projet à Palau

L'équipe de SEA a lancé des sessions d'apprentissage et de consultation avec la POGA qui ont permis de concevoir le modèle de rapport pour le projet. Elle a également offert à la POGA un accompagnement continu sur les besoins en matière de suivi et de rapports. Elle a en outre travaillé avec la POGA à l'élaboration du plan de SEA pour Palau.

Formations à l'agriculture biologique

En partenariat avec la POGA, il a été organisé les ateliers de formation suivants dans le cadre du projet à Palau.

Atelier d'introduction à l'agriculture biologique (9 septembre 2020)

Cet atelier d'une journée, qui a réuni 20 participants, visait à enseigner les bases de l'agriculture biologique et à expliquer aux participants ce que sont la Norme océanienne d'agriculture biologique et le Système participatif de garantie.



Atelier sur l'agriculture biologique à Palau.

Atelier sur la fertilité des sols et la nutrition des plantes (14 octobre 2020)

Cet atelier d'une journée visait à permettre aux 25 participants d'apprendre les bases de l'agriculture biologique et les choses à faire et à ne pas faire, en mettant l'accent sur la fertilité des sols et la nutrition des plantes. Il s'agissait d'une collaboration entre la POGA, l'administration des petites entreprises des États-Unis, le Palau Community College et le service de l'agriculture de Palau.



Participants à l'atelier sur la fertilité des sols à Palau.



Politique nationale de Palau sur l'agriculture biologique

Le service de l'agriculture de Palau a demandé à la POETCom de l'aider à établir la politique nationale de Palau sur l'agriculture biologique, ce qui a donné lieu à des discussions entre l'équipe chargée du projet BPWP et l'équipe du service de l'agriculture.

La POETCom a facilité l'élaboration des politiques nationales sur l'agriculture biologique des Fidji et des Îles Salomon, et dispose de l'expertise technique nécessaire pour faire de même pour Palau avec le projet BPWP. Grâce au projet et à l'engagement à plein temps d'une Conseillère en questions de genre et chaînes de valeur, la POETCom a maintenant adopté une approche systématique et intégrée de prise en compte de l'équité de genre et de l'inclusion sociale dans les politiques en matière d'agriculture biologique afin de soutenir les femmes dans l'agriculture.

L'analyse de la situation, pour faire le point sur l'agriculture biologique à Palau, commencera début 2021.

Sensibilisation à l'agriculture biologique

La POETCom utilise son compte Twitter, sa page Facebook, son site Web, son bulletin d'information trimestriel et ses listes de diffusion par courriel pour promouvoir l'agriculture biologique. Elle utilise activement ses pages Twitter et Facebook pour diffuser des messages sur les événements importants, tels que la Journée mondiale de l'alimentation, la Journée internationale des femmes rurales et la campagne #IGrowYourFood de l'IFOAM.

Le projet était représenté lors de la journée portes ouvertes de la Division ressources terrestres de la CPS, le 6 novembre, avec une exposition de produits certifiés biologiques provenant des membres du SPG des Fidji. L'équipe a présenté aux autres membres du personnel de la CPS le travail effectué par la POETCom et les activités menées dans le cadre du projet dans le Pacifique, et leur a expliqué combien l'agriculture biologique et la participation des femmes aux chaînes de valeur étaient importantes.

L'équipe chargée du projet a participé à l'atelier annuel de réflexion des femmes du Pacifique, aux tables rondes sur l'autonomisation économique des femmes du Pacifique, ainsi qu'à l'atelier annuel de réflexion, d'apprentissage et de planification de la Division ressources terrestres. Le projet BPWP, par l'intermédiaire de la POETCom, a également rendu compte à la CPS au moyen de l'atelier sur les résultats et l'apprentissage, conformément aux objectifs de la Division ressources terrestres définis dans le plan d'activité de la Division pour 2019–2023.



Le personnel de la POETCom aux Fidji fait la promotion des produits estampillés du label biologique.





PRINCIPAUX OBSTACLES

Restrictions de voyage limitant l'assistance technique en présentiel et sur le terrain

L'une des principales difficultés rencontrées par l'équipe chargée du projet a été de gérer la mise en œuvre dans les pays sans pouvoir fournir un soutien technique, un renforcement des capacités et un accompagnement en présentiel et sur le terrain. Lors des missions dans les pays en 2019, l'équipe a recensé un certain nombre de besoins en matière de renforcement des capacités pour les partenaires d'exécution, notamment en ce qui concerne l'équité de genre et l'inclusion sociale, la gestion technique du SPG et le recensement des acteurs primaires du projet. Malheureusement, en raison des restrictions de déplacement, il a été difficile de répondre à ces besoins en temps voulu.

Obstacles à la communication

L'équipe a également eu du mal à communiquer avec certains partenaires, notamment les groupes d'agriculteurs aux Îles Marshall, où l'accès à Internet est limité. La correspondance par courrier a allongé les délais de réponse, et la planification des activités a donc pris plus de temps.

Incertitudes dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Le premier semestre de 2020 a été le plus difficile pour la mise en œuvre des activités du projet. Comme les pays limitaient les déplacements en raison de la COVID-19 et que les gens n'avaient aucune certitude quant à leurs emplois et à leurs moyens de subsistance, la mise en œuvre du projet n'a pas pu avancer comme prévu initialement. Il a fallu attendre que la situation sociale se stabilise dans les pays concernés par le projet avant de relancer le processus de mise en œuvre.

Qualité et calendrier d'exécution des activités du projet

La POETCom continue certes d'apporter son soutien aux partenaires d'exécution à distance, mais l'équipe chargée du projet comprend qu'il faudra peut-être plus de temps pour mettre en œuvre les activités. La mise en œuvre et la qualité des activités du projet seront compromises pour certaines composantes, en raison de la limitation de l'expertise et des compétences dans les pays de mise en œuvre, notamment pour le travail concernant le genre et les chaînes de valeur des produits biologiques.

ENSEIGNEMENTS

- Inclusion d'une population plus large dans les formations et ateliers sur l'agriculture biologique, notamment pour les sessions sur l'agriculture biologique
- Accent mis sur le maintien des marchés intérieurs, en gardant à l'esprit les marchés d'exportation lorsque la situation s'améliorera dans le monde s'agissant de la COVID-19
- Investissement dans des plateformes d'apprentissage en ligne pour les formations et les ateliers et conversion des supports de formation en webinaires et en vidéos d'apprentissage
- Analyse d'approches pour mettre au point et tester les boîtes à outils aux Fidji avant la mise en œuvre par les partenaires à Palau et aux Îles Marshall, en cherchant à tenir compte des difficultés rencontrées et des enseignements tirés pour revoir et réviser les boîtes à outils en 2021
- Engagement de consultants dans les pays pour la mise en œuvre du projet à Palau et aux Îles Marshall (y compris les groupes d'agriculteurs biologiques et les ministères)
- Utilisation d'applications en ligne telles que Zoom, Skype ou Facebook Messenger, plus utiles pour les partenaires du projet pour tenir les réunions



INTÉGRATION DE L'ÉGALITÉ DE GENRE ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LA PLANIFICATION ET LES PROGRAMMES EN FAVEUR D'UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES PAYS OCÉANIENS

BAILLEUR DE FONDS : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

MONTANT : 80 000 dollars É.-U.

PAYS CIBLES : Vanuatu, Tonga, Îles Salomon, Fidji et Samoa, Kiribati, Îles Marshall et Nauru

CALENDRIER DU PROJET : Avril 2019–avril 2020

ÉTAT D'AVANCEMENT : Achievé

Financé par la FAO, ce projet vise à établir des systèmes alimentaires et agricoles durables et diversifiés dans le Pacifique au moyen des mesures suivantes :

- Intégrer l'égalité de genre dans la planification de la résilience et dans les programmes d'agriculture intelligente face au climat (axés sur les petits exploitants) et promouvoir l'adoption d'une approche sensible au genre, en favorisant l'égalité d'accès des femmes aux moyens de production et aux services, ainsi que leur maîtrise de ces derniers, et en encourageant l'activité d'entreprises viables dirigées par des femmes pour appuyer des systèmes alimentaires résilients et inclusifs ;
- Prendre en compte la dimension de genre dans les politiques nationales, l'accès aux investissements publics et l'examen des pistes à explorer pour mobiliser les mécanismes internationaux de financement climatique.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Évaluation rapide de l'environnement politique et institutionnel

Une évaluation rapide des politiques et de l'environnement institutionnel a été réalisée pour étudier la possibilité d'intégrer l'égalité de genre dans les programmes axés sur le changement climatique et l'agriculture à Vanuatu, aux Tonga, aux Îles Salomon, aux Fidji, au Samoa, à Kiribati, aux Îles Marshall et à Nauru, ainsi que pour déterminer les principaux obstacles et possibilités d'action associés.

L'évaluation a permis de mettre au jour les obstacles suivants :

- Les femmes jouent souvent un rôle invisible dans les chaînes de valeur.
- Les femmes sont souvent engagées dans des chaînes de valeur à faible rendement, qui peuvent être particulièrement vulnérables face aux stress supplémentaires induits par le changement climatique.
- Les femmes qui souhaitent entreprendre se heurtent à des obstacles multiformes majeurs au sein de leur ménage, ainsi qu'à l'échelle de leur communauté, de leur île et de leur pays.
- Les femmes restent exclues des programmes de formation, en particulier dans les chaînes de valeur à dominante masculine.
- Pour aider les femmes à accroître leurs revenus, il convient de mettre en place un programme global qui mobilise aussi les hommes afin de venir à bout des problèmes limitant le pouvoir d'action individuel.
- Trop peu d'attention est portée au contexte spécifique dans lequel on cherche à intégrer le genre aux initiatives axées sur l'agriculture et le changement climatique.

L'évaluation a également permis de définir les possibilités d'action et préconisations suivantes :

- Renforcer les processus de conception des programmes pour y intégrer les questions liées au genre et au changement climatique.
- Renforcer les engagements politiques et institutionnels en faveur de l'intégration du genre et du climat.
- Renforcer les mécanismes de redevabilité concernant l'intégration du genre et du climat.
- Mener des actions de sensibilisation sur les avantages découlant de la promotion de l'égalité de genre.
- Faire participer des spécialistes du genre et du climat à la sélection et à l'analyse des chaînes de valeur.

- Définir des approches contextualisées adaptées, telles que l'agriculture familiale et le recours à des intermédiaires de confiance.
- Recourir aux financements destinés à l'action climatique pour encourager l'établissement de programmes et la mobilisation de financements plus inclusifs au plan social et davantage axés sur l'agriculture intelligente face au climat.
- Faire davantage appel à des consultants et à des experts locaux dans le cadre des évaluations des garanties environnementales et sociales.
- Soutenir les femmes dirigeantes et les organisations de la société civile dirigées par des femmes afin de favoriser leur accès aux financements climatiques.

Évaluations sous l'angle du climat et du genre

Les chaînes de valeur du pandanus aux Îles Marshall et des huîtres aux Fidji ont fait l'objet d'une évaluation sous l'angle du changement climatique et du genre. Voici quelques-unes des recommandations clés qui s'en sont dégagées :

- Renforcer les capacités des partenaires d'exécution, dont les services de vulgarisation/d'appui en agriculture et aquaculture, les organisations de développement et les parties prenantes nationales, afin qu'ils puissent intégrer de façon transversale les questions liées au genre et au changement climatique dans leur travail.
- Faire appel à la culture (et la mettre à profit) pour favoriser la cohésion sociale et mettre au point des solutions durables, en exploitant les éléments positifs de la culture et en recueillant un soutien plus solide au niveau local, afin de contribuer à renforcer la fonction positive des systèmes traditionnels.
- Envisager de recourir à l'approche familiale comme point d'ancrage des interventions destinées aux femmes et axées sur la compréhension et la résolution des problèmes liés au genre au sein du ménage et au niveau communautaire.
- Mettre à profit, élargir et renforcer les compétences des femmes pour leur permettre de gravir les échelons dans la chaîne de valeur.
- Nouer des partenariats avec le secteur privé pour promouvoir le développement de chaînes de valeur durables.
- Collaborer avec les décideurs pour renforcer la résilience face au changement climatique, tout en promouvant le rôle des femmes en tant qu'actrices clés du changement dans les interventions climatiques.



Une agricultrice de Laura (Îles Marshall) nous montre sa parcelle de pandanus.

Rapport de synthèse

Le rapport de synthèse qui a été préparé résume les enseignements tirés des activités et jette ainsi les bases d'un programme de travail régional sur le genre et le changement climatique dans le secteur de l'agriculture et les chaînes de valeur. Le rapport propose une description détaillée des recommandations ci-après.

Environnement politique et institutionnel :

- Faire en sorte que les politiques et stratégies relatives au développement des chaînes de valeur agricoles intègrent des objectifs explicites axés tout à la fois sur la promotion de l'égalité de genre, l'élimination des freins liés au genre et la promotion de la résilience climatique.

- Faire en sorte que des mesures de redevabilité appropriées soient prévues tant dans les documents de politique générale qu'au niveau institutionnel pour le suivi des progrès accomplis en matière de promotion de l'égalité de genre et de la résilience climatique (par exemple, dans les processus d'évaluation de la performance des cadres et hauts fonctionnaires et dans les plans et processus de suivi-évaluation).
- Réserver des espaces appropriés aux organisations de femmes et aux groupes paysans dirigés par des femmes dans les processus d'élaboration, d'exécution et de suivi des politiques afin qu'ils puissent se faire les artisans du changement et promouvoir la résilience climatique.
- Veiller à ce que des données et informations soient recueillies selon une approche sensible au genre pour appuyer l'analyse selon le genre et le suivi-évaluation. Il convient de rassembler des données ventilées par sexe, illustrant le degré de participation des femmes dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, en partant du principe que les produits sont souvent issus d'une coproduction dans des exploitations familiales.
- Faire en sorte que les risques climatiques et les besoins et priorités différenciés des hommes et des femmes soient pris en compte dans l'offre de services des ministères chargés de l'agriculture et des pêches et que cette offre soit établie sur la base d'une analyse selon le genre des besoins et de la capacité des ministères à y répondre. Dans les domaines où les capacités font défaut (par exemple, réalisation d'analyses selon le genre, application d'approches participatives ou évaluations de la vulnérabilité sensibles au genre), il convient de mener des actions de formation et de mentorat pour combler les lacunes.
- Cadrer les partenariats pour régler les questions de coordination et décroiser les activités des pouvoirs publics, afin de promouvoir la participation des femmes au secteur agricole, ainsi que la cohérence des politiques axées sur les priorités liées à l'agriculture et au changement climatique.

Programmes et capacités internes permettant d'appuyer l'analyse des questions de genre et des risques climatiques :

- Reconnaître que les interventions sur l'égalité de genre et les risques climatiques s'inscrivent sur un horizon à long terme et mettre au point des programmes à plus longue échéance (cinq ans et plus) pour garantir la dimension transformatrice du changement.
- Renforcer les capacités des partenaires d'exécution, dont les services de vulgarisation dans le secteur de l'agriculture et des pêches, les services d'appui et les partenaires du développement, afin qu'ils puissent mener des analyses des questions de genre et des risques climatiques et concevoir des programmes connexes.
- Appuyer la formation, le mentorat et le perfectionnement des compétences des professionnels afin d'élargir leur gamme de compétences en matière d'analyse des questions de genre et des risques climatiques et de leur permettre de comprendre l'intérêt de la démarche et d'appliquer et promouvoir avec compétence les outils d'analyse des questions de genre et des risques climatiques.
- Veiller à ce que les spécificités du contexte local, dont la diversité des expériences féminines, soient prises en compte dans la conception des programmes. Le niveau d'accès des femmes aux postes de direction dans les entreprises et à la prise de décision peut varier sensiblement d'un pays à l'autre, par exemple. De même, le paysage climatique et agricole se modifie considérablement d'une partie à l'autre de la région.
- Intégrer des spécialistes du genre et du climat dans les équipes chargées de l'analyse et de la conception des programmes et faire en sorte que les conclusions et les mesures formulées par ces équipes soient mises en application pendant la phase de mise en œuvre. Promouvoir auprès des pays partenaires les avantages qui découlent de la conception et de l'exécution de programmes inclusifs, prenant en compte les risques.
- Faire en sorte que l'inclusion des questions liées au genre et au climat soit un critère essentiel dans le choix des programmes et des chaînes de valeur.
- Utiliser les outils sensibles au genre existants pour le diagnostic rapide des normes culturelles et sociétales et de leurs incidences dans différents secteurs.
- Renforcer l'encadrement en interne, le plaidoyer et la volonté politique pour faire en sorte que la promotion de l'égalité de genre et des risques climatiques soit perçue comme un facteur clé de réussite.
- Mettre à profit la possibilité d'élaborer des politiques axées sur les garanties environnementales et sociales (exigées par de nombreux mécanismes de financement de l'action climatique) pour intégrer le genre dans les mécanismes de sélection des projets et programmes des organismes chargés du changement climatique et pour garantir l'inclusion de mécanismes de redevabilité. Faire davantage appel à des consultants et à des experts locaux dans le cadre des évaluations des garanties environnementales et sociales.
- Soutenir les femmes dirigeantes et les organisations de la société civile dirigées par des femmes afin de favoriser leur accès aux financements climatiques.

Priorité donnée aux chaînes de valeur les plus susceptibles de promouvoir l'égalité de genre, l'autonomisation économique des femmes et la résilience climatique, et d'aider les femmes à s'élever dans la chaîne de valeur

D'après l'évaluation, les filières les plus prometteuses en matière de promotion de l'égalité de genre et de la



résilience climatique sont notamment la noix de coco et le pandanus, de même que les produits à valeur ajoutée qui en sont dérivés, tels que l'huile de coco vierge et l'artisanat.

Tant la noix de coco que le pandanus sont très répandus dans la région, revêtent une importance culturelle et tolèrent bien les extrêmes climatiques. Toutefois, pour aider les femmes à créer de l'activité économique dans ces filières, il faut leur ouvrir l'accès à la formation, et ce, aussi bien dans le domaine des techniques et méthodes de production que pour l'entrepreneuriat, la gestion financière et la commercialisation.

Ces chaînes de valeur sont aujourd'hui à prédominance féminine, mais une large part du temps de travail des femmes, notamment celui consacré au tressage des nattes en pandanus, est non rémunérée, informelle et assimilée aux obligations et échanges d'ordre culturel. Il existe donc un risque d'enraciner encore plus des inégalités existantes si l'on tente d'accompagner les femmes dans une chaîne de valeur où les rôles sont genrés.

- Collaborer avec les partenaires pour sélectionner et définir les chaînes de valeur les plus susceptibles de promouvoir l'égalité de genre et la résilience climatique, selon les spécificités propres à chaque contexte et au moyen d'outils existants et adaptés.
- Accompagner les femmes dans la mise au point de leurs produits et le perfectionnement de leurs compétences afin de valoriser la noix de coco, le pandanus et d'autres produits, et mener des actions de formation et de mentorat axées sur les compétences financières, la gestion d'entreprise et l'établissement de partenariats, pour renforcer les rôles des femmes dans les chaînes de valeur.
- Déterminer quels sont les produits de niche locaux, comme la confiture, le chutney, l'huile de coco vierge, le cacao et l'artisanat haut de gamme, le fruit à pain et la farine de manioc, afin d'aider les femmes à progresser dans la chaîne de valeur.
- Favoriser la reconnaissance des rôles joués par les femmes dans la transformation et la commercialisation au sein des chaînes de valeur, en appuyant la formation des femmes à la gestion financière et à la commercialisation, par exemple dans la filière du kava, avec pour objectif de promouvoir le kava dans des systèmes agroforestiers résilients face au changement climatique.
- Réduire les pertes liées aux aléas climatiques (ou prévenir leur augmentation) en réorientant les chaînes de valeur vers le maintien de la sécurité alimentaire, par le biais de diverses approches communautaires d'agriculture intelligente face au climat, définies à la base en fonction du contexte local. Déterminer quelles sont les chaînes de valeur qui permettent de promouvoir simultanément la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience climatique, comme le fruit à pain.
- Apporter un appui ciblé aux groupes de femmes et aux entreprises dirigées par des femmes grâce à des services de vulgarisation.
- Ajuster les mesures mises en place en fonction des spécificités propres à chaque contexte pour promouvoir l'égalité de genre et la résilience climatique dans les chaînes de valeur.
- Le fait qu'il n'existe aucune définition régionale commune de ce que recouvre la notion d'autonomisation économique des femmes dans le Pacifique, tenant compte des spécificités culturelles de la gestion d'entreprises en milieu communautaire, aggrave aussi le risque, à défaut d'approches globales, de voir les femmes cantonnées aux chaînes de valeur à faible rendement ou d'alourdir leur charge de travail non rémunérée.

Il convient aussi de rappeler que promouvoir l'autonomisation économique des femmes tient moins au choix de la chaîne de valeur ciblée qu'à l'approche retenue afin d'aider les femmes à négocier l'accès aux ressources dont elles ont besoin pour prospérer dans l'entrepreneuriat agricole et en tant que femmes entrepreneurs, ainsi qu'à négocier le contrôle de ces ressources. Pour ce faire, il faut notamment réduire les biais affectant les services de vulgarisation afin de soutenir équitablement les agricultrices, en renforçant les compétences financières et l'accès au capital de démarrage des entreprises dirigées par des femmes, en levant les freins à la facilité de faire des affaires qui entravent la création d'entreprises, ainsi qu'en accompagnant les femmes pour les mettre en relation avec les marchés.

Avec les produits de niche, on peut aussi aider les femmes à créer et à développer des entreprises agricoles résilientes face au changement climatique. Parmi ces produits, citons les fèves de cacao et le chocolat haut de gamme, les confitures, les chutneys, les vinaigres, le baume à lèvres, les savons, les charques de thon et un éventail d'autres produits. Pour mettre au point un produit de niche, il faut généralement collaborer avec un intermédiaire responsable partageant les mêmes valeurs et très attaché à l'égalité de genre, qui pourra assumer une fonction d'assurance de la qualité et d'appui à la commercialisation.

Pour soutenir l'autonomisation économique des femmes, il pourrait être utile d'adopter une approche structurée qui permettrait d'aider les femmes à formaliser leur entreprise, qui peut se limiter pour l'instant à une activité informelle à domicile, mais il faut veiller à promouvoir une croissance lente et durable de chaque structure.

Il est crucial de nouer des partenariats avec des intermédiaires et le secteur privé pour appuyer l'autonomisation économique et la résilience climatique des femmes, et il convient de trouver des acteurs privés qui partagent ces valeurs.

- Formuler une définition régionale commune de l'autonomisation économique des femmes et concevoir des mesures ciblées qui soient adaptées au contexte culturel considéré.
- Réexaminer les modèles économiques et d'activité axés sur le profit pour élargir la définition du succès et la mettre davantage en adéquation avec les valeurs culturelles océaniques attachées au bien-être.
- Envisager de recourir aux approches par l'agriculture familiale comme point d'ancrage pour promouvoir l'égalité de genre et la résilience climatique.
- Aider les entreprises dirigées par des femmes à se positionner sur des marchés plus lucratifs, grâce à des analyses de marché ciblées, à des conseils sur la mise au point des produits et à l'établissement de relations.
- Appuyer les possibilités de mise au point et de commercialisation collectives de produits.
- Renforcer les réseaux de femmes chefs d'entreprise et d'entreprises de femmes afin de plaider en faveur de la mise en œuvre des changements structurels requis pour aplanir et éliminer les obstacles auxquels se heurtent actuellement les femmes.
- Renforcer les réseaux de pairs qui permettent aux femmes entrepreneurs de partager leurs expériences et de gagner en confiance en sachant qu'elles ne sont pas seules.
- Renforcer les chaînes de valeur en aidant les intermédiaires, les entreprises agricoles et les prestataires de services progressistes à mettre au point des stratégies relatives au genre et à l'inclusion sociale, ainsi qu'à la gestion des risques climatiques, et en mettant à l'essai de nouvelles techniques et approches à l'appui de l'adaptation au changement climatique.



À Cicia, ces Fidjiennes produisent de l'huile de coco vierge.

PRINCIPAUX OBSTACLES

Concernant les principaux obstacles rencontrés par le projet, il a été difficile de collecter des données sur le terrain en période de pandémie de COVID-19 en raison des mesures de confinement en vigueur et des restrictions des déplacements et des activités. Ainsi, l'équipe du projet n'a pu se rendre dans les pays visés pour entreprendre des recherches complémentaires.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Il convient de réfléchir aux points d'ancrage à exploiter pour promouvoir l'égalité de genre dans les chaînes de valeur de l'agriculture et de la pêche résilientes au changement climatique, en examinant les approches globales intégrées propres à renforcer les rôles des femmes et les services d'appui de sorte à intensifier la participation des femmes à des chaînes de valeur durables et résilientes face aux effets du changement climatique.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ EN MATIÈRE D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DANS LE PACIFIQUE

BAILLEUR DE FONDS : ACIAR

MONTANT : 46 480 dollars australiens

PAYS CIBLES : Fidji et Vanuatu

CALENDRIER DU PROJET : 11 juin 2019–30 juin 2021

ÉTAT D'AVANCEMENT : Achevé avec succès – Rapport financier final achevé

Conformément à la terminologie employée par l'ACIAR, un microprojet de recherche est un outil qui permet d'étudier en profondeur un sujet. Lorsque les conclusions d'un microprojet appellent des recherches complémentaires, un projet à long terme de plus grande envergure est élaboré et financé par l'ACIAR.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Le microprojet visé ici a été financé par l'ACIAR dans le but d'analyser les partenariats à mettre en place dans le domaine de la vulgarisation et des réformes stratégiques pour soutenir une vulgarisation multiacteurs aux Fidji et à Vanuatu.

Les objectifs de la recherche étaient les suivants :

- Procéder à une revue de littérature sur les partenariats et les politiques, en mettant en particulier l'accent sur les politiques et programmes insulaires océaniques, pour cerner les mesures susceptibles de renforcer les partenariats ;
- Réaliser des études de cas sur la base d'entretiens avec des parties prenantes des chaînes logistiques du gingembre, du curcuma, de la noix de coco, du café et du manioc afin de mieux comprendre les partenariats axés sur l'offre de services de vulgarisation, dont les SPG et les systèmes de certification par tiers ; et
- Organiser des espaces de concertation pour partager les conclusions tirées des études de cas et les expériences de partenariat.



Discussions entre les participants à l'atelier sur le projet Priorités stratégiques des partenariats public-privé en matière d'agriculture biologique dans le Pacifique visant à améliorer la politique de vulgarisation au moyen d'un projet fondé sur une approche factuelle (atelier organisé pour les Fidji).

PRINCIPAUX OBSTACLES

En raison de la pandémie de COVID-19, l'équipe de recherche de l'ACIAR et de la POETCom n'a pu assister au complet aux ateliers in situ.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Le marché mondial du bio est en pleine croissance et recèle un vaste potentiel pour les agriculteurs océaniques, qui pourraient prendre davantage part aux échanges. L'agriculture biologique offre la possibilité de pratiquer des prix plus intéressants et d'améliorer l'accès aux marchés, mais elle engendre des coûts de main-d'œuvre et de certification plus élevés et peut occasionner d'autres coûts pendant la phase de conversion. Pour contourner les problèmes rencontrés par les petits exploitants des pays en développement qui proposent une production plus traditionnelle, plusieurs types de systèmes participatifs de garantie ont été mis en place. Toutefois, pour que ces systèmes soient davantage utilisés, il est essentiel d'améliorer et de mieux coordonner la vulgarisation des connaissances techniques dans le Pacifique, notamment pour ce qui concerne l'utilisation d'intrants, la lutte contre les nuisibles, les adventices et les maladies, et les modes de stockage, de traitement, de transport et de transformation requis pour satisfaire aux cahiers des charges biologiques.

Les services de vulgarisation étaient jusqu'ici généralement assurés par les pouvoirs publics, mais le secteur privé peut proposer des prestations utiles aux exploitants – information et accès aux normes, veille sur les marchés et impartition pour les chaînes d'exportation –, bien que le secteur doive lui aussi composer avec ses propres difficultés et ait besoin de stabilité économique et politique. En outre, les organisations de producteurs ont un rôle clé à jouer dans l'efficacité de la coordination et le travail de proximité mené auprès de leurs membres. Les partenariats public-privé, quand les rôles de chacun sont bien définis, peuvent contribuer à surmonter une forme de dépendance apparente ainsi que des difficultés de financement. La Stratégie de vulgarisation régionale pour les Îles du Pacifique a été élaborée en 2014 et 2015, puis lancée en 2018. À sa création, la stratégie visait notamment à encadrer les services de conseil, en définissant clairement les rôles et responsabilités de chacun de sorte à rationaliser l'investissement et l'appui institutionnel.

L'examen de la stratégie a révélé que, pour être efficace, la vulgarisation doit tenir compte de la nature de la ferme ciblée (actifs, éducation et information), des liens avec les organisations de producteurs, ainsi que des informations techniques et commerciales requises pour satisfaire aux exigences strictes de la certification (ou de la conversion), de la certification par tiers et de l'équivalence biologique qui permet de reconnaître les normes utilisées dans d'autres marchés. Dans le Pacifique, la certification n'est pas obligatoire, mais elle est possible dans le cadre de la Norme océanienne d'agriculture biologique, accréditée par l'IFOAM. La certification est sanctionnée par le label Bio Pasifika (Organic Pasifika) et est délivrée par le biais d'audits SPG, qui consistent en un contrôle par les pairs. Les SPG sont peu onéreux et conviennent bien aux petits exploitants. Pour exporter vers des marchés réglementés, il faut obtenir une certification par tiers des produits destinés à l'export, conformément à une norme de certification déterminée ou à un équivalent. La POETCom a élaboré un guide régional pour l'élaboration de politiques sur l'agriculture biologique dans le Pacifique afin d'aider les pouvoirs publics à s'investir dans les filières biologiques, notamment par le biais d'activités d'incitation et de dissuasion et de mesures de facilitation et d'élimination des entraves, telles que subventions, accords et vulgarisation en réseau.

Les approches partenariales de la vulgarisation doivent tenir compte de tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement et des multiples rôles des participants au réseau ; ainsi, un agriculteur peut être à la fois producteur, membre d'une ONG, formateur et/ou certificateur. Parmi les besoins définis à Vanuatu et aux Fidji, citons les besoins en infrastructure, transport et contrôle zoo et phytosanitaire pour l'exportation ; les subventions, les prêts et la suppression des droits de douane ; l'information sur la viabilité de l'agriculture biologique ; le financement des interventions publiques, dont des actions de vulgarisation ciblées ; la mise en place d'actions adaptées à la diversité des exploitants et des îles ciblées ; l'offre d'une assistance spécifique pour la maîtrise et la généralisation du compost ; et le rôle de toutes les parties prenantes, dont les organisations de producteurs. La création de groupes nationaux peut appuyer la mise en place de réseaux de partage d'information, la mise en cohérence de la gouvernance avec les chaînes d'approvisionnement, le renforcement de la visibilité des filières biologiques au niveau national et international, et faciliter la collecte de données et la collaboration avec les producteurs.



Les principales conclusions des cinq études de cas réalisées nous enseignent que :

- Les partenariats ne sont pas un modèle rigide, mais évoluent avec le temps dans différents contextes.
- Les besoins en information et en formation ne sont pas tous satisfaits.
- Dans les chaînes de valeur, il existe des conflits entre les objectifs commerciaux, les objectifs biologiques et les objectifs de développement communautaire et de justice sociale.
- Le degré de compréhension de tous les éléments des chaînes de valeur dans leur globalité varie sensiblement en fonction des parties prenantes, nombre d'entre elles maîtrisant leur propre maillon de la chaîne, sans comprendre les spécificités des autres maillons.
- La certification par tiers nécessite la généralisation des formations axées sur la consignation des données ; il faut notamment réfléchir à une approche à long terme où les compétences visées peuvent être enseignées à l'école.
- Il convient de mettre en place des processus fluides entre les SPG et la certification par tiers.
- Les partenariats doivent cibler les impacts plus larges des chaînes de valeur, favoriser l'accès aux marchés et permettre d'apporter une assistance dans les situations présentant un risque accru aux différents échelons de la chaîne de valeur.
- Un plan global de gestion des filières biologiques serait bénéfique aux agriculteurs.
- Les critères propres à l'agriculture biologique ne sont pas toujours remplis ou envisagés.
- Ce sont bien l'accès aux marchés, la santé et la durabilité, et non la volonté de pratiquer des prix plus élevés, qui motivent en premier lieu le choix de se tourner vers l'agriculture biologique et les marchés alimentaires.
- L'agriculture biologique et les marchés alimentaires peuvent contribuer à la lutte contre les effets du changement climatique et au renforcement de la résilience à tous les maillons des chaînes de valeur, des exploitations familiales jusqu'aux consommateurs.
- L'agriculture biologique et les marchés peuvent permettre l'inclusion des femmes et des jeunes à tous les maillons de la chaîne de valeur, et non uniquement au niveau de la production agricole.

Les espaces de concertation en ligne ont mis en lumière d'importants points communs entre Vanuatu et les Fidji: il convient de coordonner les actions de vulgarisation axées sur la chaîne d'approvisionnement (par le biais d'un agent délégué ou d'un coordonnateur de la recherche), de concevoir des actions de vulgarisation parfaitement ciblées et de procéder à des analyses économiques des coûts et des avantages de la production biologique à tous les maillons des filières biologiques, en tenant compte des différences entre les espèces cultivées, les îles et les types d'exploitations et de marchés.

Il convient d'inclure dans les politiques des approches de vulgarisation axées sur les partenariats public-privé, qui tiennent compte des différences entre les producteurs vivriers, les exploitants locaux pratiquant une agriculture commerciale et ceux qui se destinent à l'exportation, ainsi que de l'expertise spécialisée dont chaque acteur peut avoir besoin aussi bien sur le plan technique (différentes espèces cultivées, types de sols, etc.) qu'au niveau des marchés. Les interventions, telles que les mesures d'appui et les subventions, ainsi que les rôles, les responsabilités et les modalités d'intervention doivent être clairement définis, à savoir qu'il convient de déterminer ce qui est à la charge des pouvoirs publics, du secteur privé, des ONG, des SPG et des organisations de producteurs locales.

Pour coordonner avec efficacité les différentes exploitations, les connaissances ciblées et les rôles et responsabilités de chacun selon une approche globale de la chaîne d'approvisionnement, une gouvernance solide s'impose ; elle permettra de travailler dans différents pays et de s'adapter à la pluralité de leurs régimes réglementaires et de leurs caractéristiques culturelles et environnementales. Il faut concevoir des processus appropriés, incluant toutes les parties prenantes, fondés sur une compréhension fine de leurs besoins, de leur place dans la chaîne de valeur et des obstacles et freins qu'ils rencontrent, et offrant des avantages différenciés à chacun. Il n'existe pas d'approche ou de bénéfice unique à privilégier, mais bien des processus adaptés qui permettent de travailler avec chaque espèce cultivée et d'assurer une coordination efficace. Dans le cadre de ces processus, il est aussi nécessaire de réfléchir aux modalités de formation des acteurs – on peut notamment faire appel aux membres d'organisations et à un animateur pour l'apprentissage entre agriculteurs – et de prévoir la mise en place d'un processus d'extension à plus grande échelle et de montée en puissance à l'échelle du Pacifique dans toute sa diversité.

RECOMMANDATIONS

L'étude considérée ici a permis de formuler les recommandations ci-après pour le secteur biologique dans le Pacifique :

- Adopter une approche systémique de la conversion biologique, allant des méthodes de production à l'accès aux marchés et à l'exportation ;
- Choisir des chaînes de valeur matures pour y réaliser des essais et procéder à des analyses des coûts et des bénéfices que présentent les interventions publiques pour les différents partenaires à différentes étapes ;
- Conduire des analyses coûts/bénéfices des différents choix de production et de commercialisation relatifs à ces chaînes de valeur ;
- Veiller à coordonner efficacement la gamme diverse de partenariats requis pour les différents types d'exploitations et d'espèces cultivées ;
- Concevoir des processus appropriés pour définir d'un commun accord les rôles des différentes parties prenantes à chaque maillon de la chaîne de valeur, dont les actions publiques d'appui et la répartition des responsabilités entre les différents acteurs ;
- Comparer les coûts et les bénéfices des chaînes de valeur visées par les études de cas avec ceux des systèmes d'agriculture conventionnelle pour les mêmes espèces cultivées ;
- Concevoir des mesures d'appui pour rationaliser la transition entre la certification par SPG et la certification par tiers ;
- Rassembler, au sein d'une base de données nationale sur l'agriculture biologique, les divers éléments de vulgarisation émanant des analyses coûts/bénéfices des différents mécanismes d'appui, des choix agricoles et des dispositifs de marché ;
- Renforcer les capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles requises pour la vulgarisation efficace des coûts et bénéfices analysés ;
- Concevoir un programme efficace de vulgarisation, contenant des informations claires sur les mesures de soutien politique et les approches de vulgarisation les mieux adaptées aux différents partenaires, exploitations agricoles, chaînes de valeur et régions ;
- Concevoir des modalités sur mesure de vulgarisation, en définissant différents formats de vulgarisation, les maillons de la chaîne d'approvisionnement où chacune des modalités est appliquée, à qui elles bénéficient et les entités chargées de leur mise en œuvre (fonctionnaires, secteur privé, organisations de producteurs) ;
- Pour la vulgarisation, concevoir des conseils sur la production et la commercialisation propres à chaque chaîne de valeur et pour chaque essai ;
- Évaluer l'efficacité des contenus de vulgarisation et de leurs modalités de diffusion dans chaque chaîne de valeur ;
- Étendre les enseignements tirés des chaînes de valeur pilotes aux différents environnements culturels des pays du Pacifique ;
- Créer une structure de gouvernance pour travailler dans différents pays et s'adapter à la pluralité de leurs régimes réglementaires et de leurs caractéristiques culturelles et environnementales ; et
- Assurer le suivi de l'introduction des filières biologiques, en étudiant par exemple les risques nutritionnels (quand une espèce cultivée est remplacée par une autre) et les effets sur les groupes vulnérables.



Atelier sur le projet Priorités stratégiques des partenariats public-privé en matière d'agriculture biologique dans le Pacifique visant à améliorer la politique de vulgarisation au moyen d'un projet fondé sur une approche factuelle (atelier organisé pour les Fidji).



MARKETS FOR CHANGE (M4C)

BAILLEUR DE FONDS : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

MONTANT : 253 294 dollars fidjiens

PAYS CIBLES : Fidji, Vanuatu et Îles Salomon

CALENDRIER DU PROJET : Avril-décembre 2020

ÉTAT D'AVANCEMENT : Achevé

Le projet « Markets for Change » a été co-construit par la POETCom et le PNUD, suite au succès du projet « Du champ à l'assiette » mené sur une période de deux ans en 2017 et 2018 aux Fidji et à Vanuatu.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale en faveur de l'agriculture biologique aux Îles Salomon

Un rapport d'analyse de situation a été établi pour les Îles Salomon. Pour ce faire, des données de référence ont été recueillies et analysées dans le cadre d'une étude documentaire et une enquête a été menée auprès des parties prenantes nationales pour dresser l'état des lieux du mouvement biologique et évaluer les besoins du pays en matière d'appui réglementaire. À la suite de cette première évaluation, un atelier de consultation des parties prenantes a été organisé en septembre et a rassemblé 39 personnes, dont 12 femmes et 12 jeunes. L'atelier a été animé en collaboration avec des agents de la CPS en poste aux Îles Salomon, en liaison avec la Spécialiste du genre de la POETCom (Fidji). C'est grâce à cette collaboration que la composante genre et inclusion sociale a pu être examinée dans le détail en séance ainsi que dans le rapport final.

Les interdictions de voyage imposées durant la pandémie nous ont ouvert un nouvel horizon : nous avons pu réaffecter les fonds prévus pour les voyages et les transports et mettre à profit l'analyse de situation des Îles Salomon pour établir le projet de rapport final sur la politique nationale en faveur de l'agriculture biologique. Ce rapport sera présenté au ministère salomonais de l'Agriculture et de l'Élevage en 2021.

Élaboration du Plan stratégique de la POETCom 2021-2025 dans une optique d'intégration du genre

Pour cette activité, la première étape a consisté en un examen par la Spécialiste du genre de la POETCom des précédents plans stratégiques afin d'en dégager les enseignements tirés en matière de genre et de chaînes de valeur. Cela a permis d'établir un rapport d'évaluation des lacunes et des possibilités relatives au genre en vue de la formulation du Plan stratégique de la POETCom. Les conclusions et recommandations du rapport, de même que les nombreuses observations émises par les agents de la POETCom, son Conseil et un large éventail de parties prenantes, ont alimenté le vaste processus de rédaction, de commentaire et de révision du Plan stratégique 2021-2025 de la POETCom http://www.organicpasifika.com/poetcom/wp-content/uploads/2020/12/POETCom_Strategic_Plan_Translation_Final_e-copy.pdf, qui a été approuvé par le Conseil de la POETCom le 3 juillet 2020. Après approbation par le Conseil, le document a été révisé, mis en page, traduit, publié et imprimé.

Le 20 novembre, le Plan stratégique 2021-2025 de la POETCom a été officiellement dévoilé à l'occasion d'un événement organisé sur le campus de la CPS à Narere, qui a rassemblé environ 35 à 40 personnes, dont M. Ritesh Dass, secrétaire permanent du ministère fidjien de l'Agriculture, Mme Jane Kierath, première secrétaire du Haut-Commissariat de l'Australie, M. Kevin Petrini, Représentant résident adjoint du PNUD, Mme Sandra Bernklau, représentante du Bureau multipays d'ONU Femmes aux Fidji, et Mme Karen Mapusua, Directrice de la Division ressources terrestres de la CPS.

Suite au lancement, des exemplaires papier du Plan stratégique ont été envoyés au siège de la CPS à Nouméa pour distribution dans les territoires francophones, tandis que le texte au format électronique, en anglais et en français, a été mis en ligne sur le site Web de la POETCom. Des copies PDF et des hyperliens ont été communiqués aux adhérents de la POETCom. Le nouveau Plan stratégique est un document de référence clé, qui déterminera les plans de travail de la POETCom et de ses agents, et il a fait l'objet d'une vaste couverture dans les réseaux sociaux et sur le site Web de la POETCom.



Kevin Petrini, Représentant résident adjoint du PNUD, se voit remettre un exemplaire du Plan stratégique de la POETCom 2021–2025 par Karen Mapusua, Directrice de la Division ressources terrestres.

Mise en place du système de gestion de l'information et des connaissances sur la production biologique : révision et mise à jour du site Web de la POETCom et formation des agents chargés de la maintenance du site

Le chantier de mise à jour du site Web de la POETCom a commencé par une série de réunions avec le personnel et les parties prenantes de la CPS, suivies d'un atelier de diagnostic des besoins des utilisateurs, qui avait pour but de définir les objectifs et priorités, dont la formation des agents de la POETCom à la gestion du contenu du site Web. Le rapport de l'atelier a permis d'éclairer la conception et l'élaboration de l'architecture de l'information du site Web révisé.

Cette nouvelle architecture est aujourd'hui le cadre remanié du nouveau site Web.

Bien que les activités financées par le PNUD soient achevées, l'examen, la révision, la refonte et la reconstruction du site Web de la POETCom se poursuivent avec les orientations et l'expertise technique de l'hôte du site Web, ainsi qu'avec l'expertise d'agents en interne sous la gestion de Lore Croker, Adjointe à la communication. Le travail réalisé sous leur direction a nécessité l'investissement et la contribution de toute l'équipe. Le nouveau site Web contient des articles relatant les réussites des membres de la POETCom, un vaste répertoire en ligne d'informations et d'outils de connaissance sur l'agriculture biologique, des liens vers nos principaux partenaires du mouvement biologique, ainsi que l'actualité et les événements du réseau de la POETCom.

Le nouveau site Web sera lancé en 2021 et, comme pour tout site dynamique, des modifications, améliorations et révisions seront apportées en continu.



Les parties prenantes de la POETCom assistent à l'atelier de diagnostic des besoins des utilisateurs du site Web.

PRINCIPAUX OBSTACLES

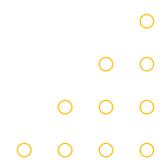
La pandémie de COVID-19 et les interdictions de voyage associées ont fait naître la nécessité de recentrer les activités et les méthodes d'exécution. La POETCom a la chance de disposer d'un réseau étendu et engagé de membres, d'amis et de partenaires qui ont pu intervenir et mener des actions de qualité quand ses agents n'étaient pas en mesure de le faire. Cela dit, nous avons constaté qu'en dépit de cet avantage, la concurrence exercée par d'autres projets sur l'assistance qualifiée in situ était considérable.

Lors de l'élaboration du nouveau site Web de la POETCom, il est apparu clairement que les technologies de l'information continuaient de progresser et d'évoluer, ce qui nous oblige à répondre et à nous adapter en permanence pour maintenir la pertinence, le dynamisme et l'utilité de notre action pour nos parties prenantes.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Bien qu'il soit possible, et souvent souhaitable, de travailler avec des partenaires stratégiques pour réaliser le travail prévu, il faut engager du temps de travail et de planification supplémentaire pour obtenir des résultats de qualité. Une planification dynamique, qui englobe la mise en place de procédures prêtes à l'emploi, de paragraphes standard et de contrats, est indispensable pour faire face à l'imprévu.
- Malgré les efforts qu'il faut déployer pour planifier et organiser des événements de lancement officiels, tels que celui prévu pour le Plan stratégique, ces événements génèrent une importante publicité, ce qui participe à l'image de la POETCom et peut donc susciter de nouvelles collaborations.

TÉMOIGNAGES DE CHANGEMENT



COVID-19 : À QUELQUE CHOSE MALHEUR EST BON – RENFORCEMENT DES PARTENARIATS ET MISE EN RELATION DES CHAÎNES DE VALEUR LOCALES

ENJEU/POSSIBILITÉ

La fermeture des frontières nationales et l'entrée en vigueur de restrictions de déplacement ont eu de lourdes conséquences sur les chaînes de valeur fortement tributaires des échanges internationaux, si bien que les parties prenantes ont réorienté les chaînes de valeur vers les marchés locaux. C'est notamment ce qu'a choisi de faire l'entreprise locale fidjienne Marama Niu.

CONTEXTE

Les mesures de restriction qui s'appliquent actuellement aux frontières ont renchéri les coûts de logistique et de transport que supporte Marama Niu pour gérer ses arrivages réguliers de sirop de coco en provenance de Tuvalu.

Le sirop de coco, connu sous le nom de kaimamai en langue rabi, est obtenu en faisant bouillir la sève des fleurs des cocotiers ou toddy frais. Si l'extraction du toddy est considérée comme une activité masculine, la préparation du sirop de coco est une activité traditionnelle pratiquée par les femmes. On compte actuellement 25 producteurs de toddy dans les quatre communautés villageoises de l'île, mais seules deux femmes valorisent le produit en sirop de coco. Avi Pita est l'une des deux productrices locales de sirop de coco de l'île de Rabi, au nord des Fidji.

Marama Niu est une entreprise de crèmes glacées végétaliennes et sans produits laitiers, dirigée par deux femmes entrepreneurs locales, Kylie Patterson et Jovina Ah Yuk. Cette petite entreprise utilise du sirop de coco, généralement acheté à Tuvalu, pour édulcorer ses produits sans ajouter de sucre.



Avi Pita (en bleu) et deux autres femmes travaillent des produits à base de nectar de coco.

CE QUE NOUS SOUHAITONS FAIRE ET COMMENT NOUS Y SOMMES PARVENUS

La Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique (PIFON), en partenariat avec le projet « de la montagne au récif » de la Communauté du Pacifique et la POETCom, a apporté une assistance technique et commerciale à Marama Niu afin de réorienter la chaîne de valeur vers des fournisseurs nationaux¹.

¹ Dans le cadre de la deuxième phase du Projet océanien de recherche agroalimentaire pour le développement (PARDI).

C'est ainsi qu'en septembre 2020, Kylie et Jojina ont fait la rencontre d'Avi Pita, productrice de sirop de coco de l'île de Rabi, en vue d'une éventuelle collaboration commerciale. Cette rencontre en face à face était cruciale pour bâtir un climat de confiance et établir la relation commerciale entre ces deux acteurs de la chaîne de valeur, tout en créant une logique de durabilité, de partenariat et d'appropriation du sirop de coco par la communauté de Rabi.

En raison de facteurs culturels, économiques et infrastructurels, la production traditionnelle du sirop de coco risque de bientôt disparaître sur l'île. Le partenariat noué avec Marama Niu offre l'occasion d'inverser la tendance, tout en contribuant aux efforts de préservation de l'environnement. Des projets de protection et de restauration de l'environnement de l'île de Rabi ont été lancés à plus grande échelle par les ministères fidjiens de l'Agriculture et des Forêts et la Division ressources terrestres, dans le cadre du projet « de la montagne au récif » en 2020. Parmi les activités menées à ce jour, citons la réalisation d'une étude sur l'occupation des sols, la création d'une pépinière pour le cocotier et la mise en place du Système participatif de garantie biologique de Rabi.



Produits à base de nectar de coco conditionnés et vendus par Marama Niu.

CHANGEMENT INITIAL/PROGRESSIF

Le partenariat entre Marama Niu et Avi tient lieu d'initiative pilote, qui permet aux partenaires et aux acteurs de la chaîne de valeur d'acquiescer une compréhension approfondie des difficultés et des possibilités que présente la chaîne de valeur. Parmi les difficultés rencontrées figurent les dissensions entre les producteurs potentiels concernant le prix de détail du sirop de coco, les questions de genre, qui agissent comme des freins au développement de la chaîne de valeur (encadré 1), le coût élevé des transports et de la logistique en général, la compétitivité des produits obtenus à partir du toddy, la concurrence des autres activités rémunératrices et les catastrophes naturelles.

Alors que les partenaires s'emploient à lever les freins au développement et au renforcement de la chaîne de valeur, ils attendent avec intérêt de voir se matérialiser les avantages susceptibles de découler de l'augmentation de la production de sirop de coco :

- Survie de la culture : préserver les savoirs traditionnels et les pratiques et produits connexes des Banabans ;
- Pratiques durables : promouvoir des pratiques biologiques durables en remplacement des activités lucratives d'extraction des ressources naturelles, telles que la plantation de kava à grande échelle, qui entraîne une dégradation de l'environnement induite principalement par le déboisement qui menace les bassins versants ;
- Autonomisation des femmes : créer des moyens d'existence pour les femmes de Banaba, ce qui pourrait accroître leur pouvoir d'action, leur participation et leur pouvoir de décision à différents niveaux ;
- Développement de la chaîne de valeur : permettre à la communauté de Banaba de s'élever dans la chaîne de valeur en introduisant un produit à valeur ajoutée pour accroître la portée commerciale.

Encadré 1 : Pourquoi prendre en compte le genre dans le développement des chaînes de valeur

Les inégalités de genre au sein du ménage et au niveau communautaire et la répartition traditionnellement genrée et rigide du travail dans la filière de production du toddy et du sirop de coco ont une incidence sur le fonctionnement de la chaîne de valeur. En général, les femmes ne participent pas à la production du toddy, si bien qu'elles ont souvent une mauvaise maîtrise technique et un faible pouvoir de décision dans les activités de la filière. Elles n'ont guère voix au chapitre quant à l'utilisation du toddy dans la confection de produits transformés à valeur ajoutée, tels que le sirop de coco. Ce sont autant d'occasions manquées de mettre à profit les perspectives d'expansion de la chaîne de valeur. D'autres questions de genre, telles que la surcharge de travail, la pauvreté du temps libre (ce sont principalement les femmes qui s'occupent des enfants et des tâches ménagères) et le contrôle limité exercé sur les ressources et les décisions financières du foyer, empêchent les femmes d'investir du temps et des ressources dans l'augmentation de leur production de sirop de coco, qui leur permettrait pourtant d'accroître leurs revenus et leur portée commerciale.

La réalisation d'une analyse des marchés et des coûts, qui contribuerait à fixer en connaissance de cause le prix du sirop de coco, pourrait permettre aux différents producteurs de se mettre d'accord sur le prix de détail et d'attirer plus d'agriculteurs et de familles dans la filière du sirop de coco, tout en soutenant le rôle joué par les femmes dans la transformation du produit et dans la redéfinition d'un rapport de pouvoir plus égalitaire au sein du ménage et au niveau de la communauté.

Pour l'heure, les prix de détail sont fixés en fonction des préférences individuelles et ne se fondent sur aucune étude ou consensus qui rallierait plusieurs productrices.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Les conséquences des fermetures des frontières et des mesures de restriction des déplacements contraignent les parties prenantes des chaînes de valeur à réorienter leur stratégie commerciale, à chercher des réponses durables et résilientes en interne et à l'échelle nationale et à nouer des partenariats nouveaux, innovants et flexibles. Le soutien et la collaboration des partenaires sont essentiels pour garantir le fonctionnement, le maintien de la production, l'offre constante des chaînes de valeur sur les marchés et la création de débouchés pour les agriculteurs et les entreprises locales.

UN EXPLOITANT ABANDONNE L'AGRICULTURE CONVENTIONNELLE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET EN RETIRE BIEN PLUS QUE DES BÉNÉFICES FINANCIERS



En Nouvelle-Calédonie, Louis Ate montre son verger aux participants à une formation sur le Système participatif de garantie au sein de sa tribu.



Louis parle de certification biologique avec une intervenante de Bio Calédonia en province Nord (Nouvelle-Calédonie).

ENJEU/POSSIBILITÉ

L'augmentation de la demande de produits biologiques en Nouvelle-Calédonie a incité Louis Ate à se convertir à l'agriculture biologique. Louis en a toutefois retiré bien plus que les meilleurs rendements économiques qu'il en espérait au départ. Pour lui, produire des aliments sains et de qualité pour sa famille et sa communauté s'est révélé tout aussi important que l'aspect économique. Pendant la transition, il a appris à apprécier à sa juste valeur et à préserver la santé de l'environnement, qui assure sa subsistance.

« Avant, j'avais un petit champ et un petit verger, confie-t-il. Je ne faisais pas particulièrement attention à la gestion des déchets et on avait l'habitude de brûler toute sorte de choses au milieu des cultures. Je ne brûle plus mes déchets. Je les cultive. Mon champ est en meilleure santé. J'ai agrandi mes parcelles et mon verger et j'ai plus d'agrumes, que je fais pousser sous mes plants de bananiers pour les protéger de la lumière directe et leur conférer une meilleure résistance à la sécheresse. C'est particulièrement vrai pour la mandarine locale, une spécialité de ma région. »

CONTEXTE

L'agriculture biologique est un mode de production qui protège la santé des sols, des écosystèmes et des personnes. Elle repose sur des processus écologiques, la biodiversité et des cycles adaptés aux conditions qui prévalent localement, tout en évitant l'utilisation d'intrants qui produisent des effets néfastes. La certification et la labélisation des aliments et produits alimentaires issus de l'agriculture biologique ont été mises en place pour que les consommateurs puissent trouver facilement les produits répondant à leurs critères d'achat, qu'il s'agisse de la valeur nutritionnelle, de la dimension écologique ou de l'éthique. Bien que la certification soit réalisée à la demande et déterminée par le marché, plus que jamais, les agriculteurs et les consommateurs prennent conscience de l'importance des pratiques agricoles biologiques.



CE QUE NOUS SOUHAITONS FAIRE ET COMMENT NOUS Y SOMMES PARVENUS

En 2009, la POETCom a aidé à fonder l'association Bio Calédonia en Nouvelle-Calédonie. Cette association a été créée dans le but de proposer aux agriculteurs biologiques un système de garantie qui leur permette de mieux promouvoir leurs produits, tout en s'adaptant aux divers systèmes de production qui émaillent le territoire. Elle regroupe environ 95 producteurs certifiés bio, ce qui représente 1 287,11 hectares certifiés en Nouvelle-Calédonie (données issues du rapport 2019 sur les SPG de la POETCom).

CHANGEMENT INITIAL/PROGRESSIF

Outre sa mission d'appui à la certification biologique, la POETCom propose des formations et des activités de renforcement des capacités en matière de production et de certification biologiques, en partenariat avec ses associations d'agriculteurs et les groupes SPG dans la région. Un échange de cette nature a été organisé en 2019 en Nouvelle-Calédonie, avec la participation de Louis Ate.

À titre personnel, Louis a amélioré ses pratiques agricoles grâce à Bio Calédonia et à la collaboration engagée avec la POETCom dans le cadre des formations et des échanges d'informations tenus en 2019. Il a créé un groupe SPG local au sein de la tribu de Konoyes-Chaoué à Kouaoua et est devenu le premier producteur biologique certifié par le SPG au sein de la tribu. D'autres producteurs se tournent également vers l'agriculture biologique, deux d'entre eux étant maintenant certifiés SPG et trois autres étant en transition.

Louis, qui récolte aujourd'hui les fruits de son travail, nous confie : « J'aimerais que plus de gens adhèrent à l'association et au SPG, qu'ils reviennent à l'agriculture et respectent notre environnement, sa santé et la santé des consommateurs. Nous devons prendre soin de la terre qui nous a été confiée par nos anciens. »

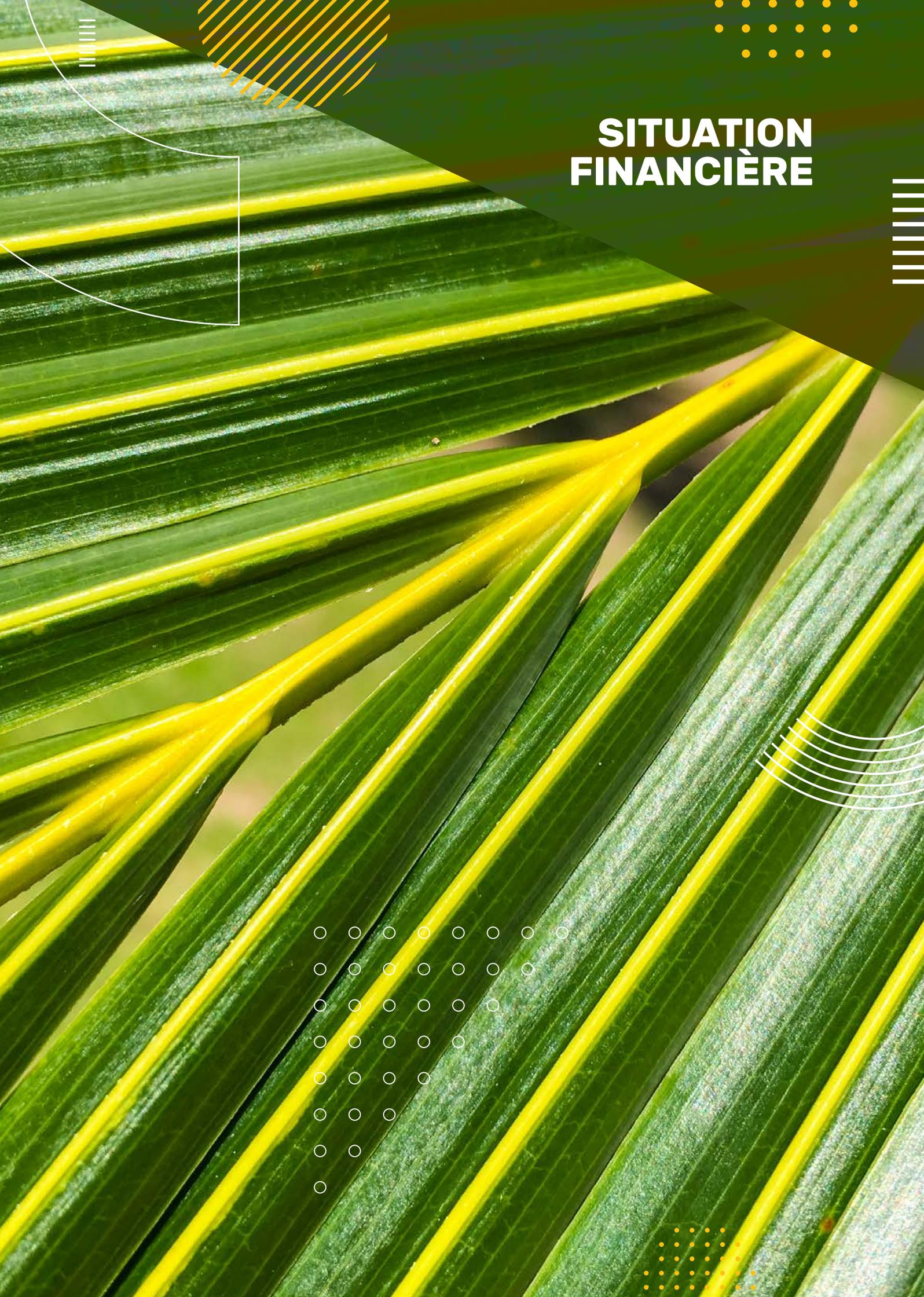
ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Les pratiques issues de l'agriculture biologique permettent d'améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles à l'échelle locale et régionale pour tous.

Elles contribuent à améliorer la santé des populations en leur offrant un meilleur accès à des aliments d'excellente qualité, propres et nutritifs.

Les pratiques biologiques protègent et mettent en valeur le milieu naturel, en encourageant le recours à des pratiques de gestion respectueuses de l'environnement.

SITUATION FINANCIÈRE





RECETTES	EURO TOTAL
Solde d'ouverture	473,402.26
Contributions des bailleurs de fonds	140,339.26
Contrats conclus avec des organisations membres	-
Subventions versées par des organismes publics et des ONG	-
Autres recettes, ventes et coûts recouverts	-
Intérêts perçus	-
RECETTES TOTALES	613,741.52

DÉPENSES	
Activités du programme	375,403.00
Services de soutien	121,747.36
Contribution de la CPS	28,179.03
DÉPENSES TOTALES	525,329.39







<http://www.organicpasifika.com/poetcom/>

